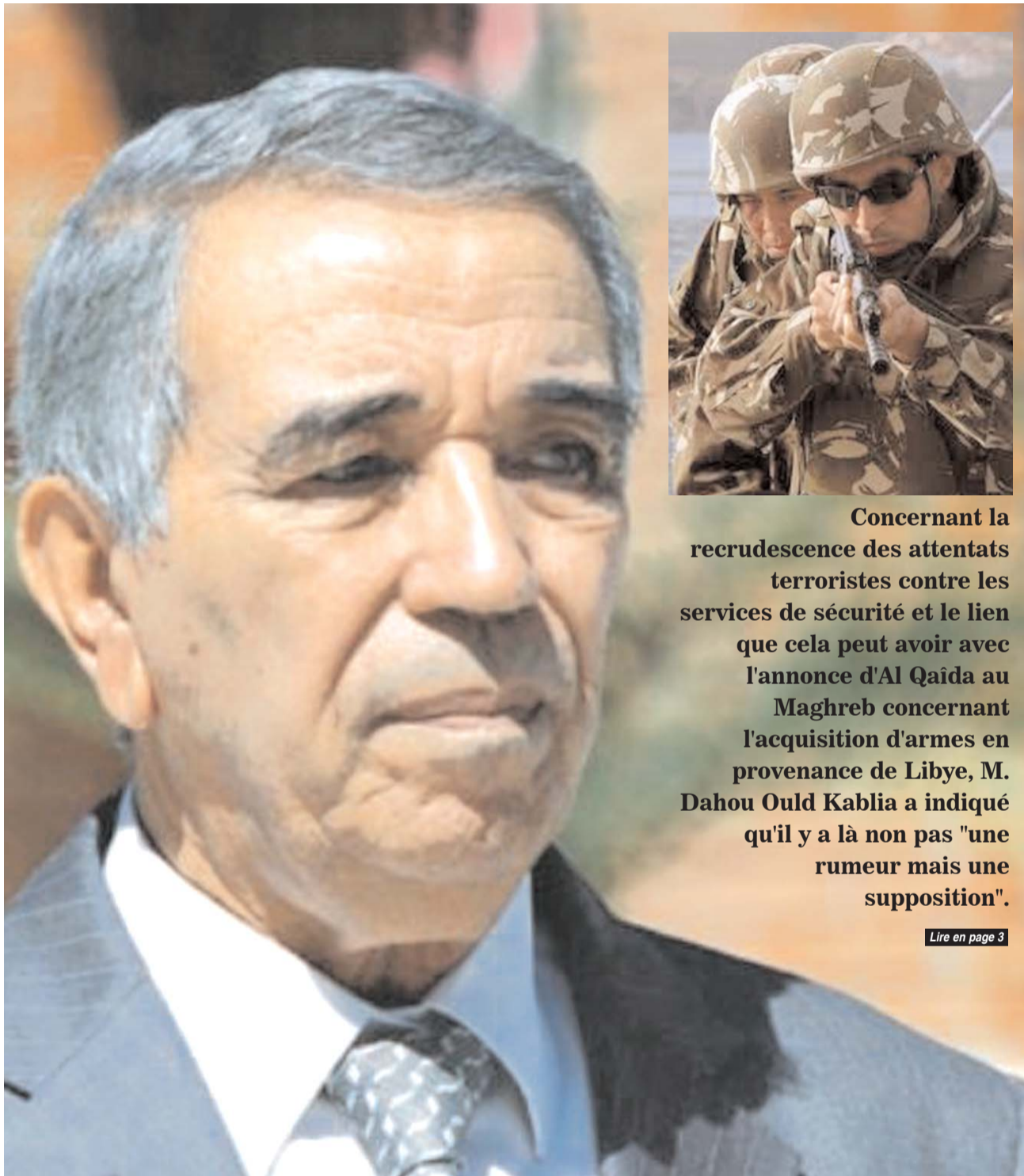


# Les DEBATS

Votre quotidien national

SELON OULD KABLIA

## Un lien entre terrorisme et réformes



Concernant la recrudescence des attentats terroristes contre les services de sécurité et le lien que cela peut avoir avec l'annonce d'Al Qaïda au Maghreb concernant l'acquisition d'armes en provenance de Libye, M. Dahou Ould Kablia a indiqué qu'il y a là non pas "une rumeur mais une supposition".

Lire en page 3

Tunisie

## Le calme qui précède la tempête

Par Nabil Benali

Avec la tournure dramatique prise par la situation en Libye et l'enlèvement des révoltes au Yémen et en Syrie, les regards se tournent vers la Tunisie, d'où tout est parti et où se joue l'avenir d'un modèle dont les conséquences seront, encore une fois, de portée internationale. Les autorités tunisiennes tentent de réunir les conditions des élections de l'Assemblée constituante prévues en juillet dernier. Décisions fortes, à la fois politiques et économiques, mais aussi tentatives de réconciliation et d'apaisement marquent l'action du gouvernement de transition. Parmi les événements dont l'impact médiatique n'a pas été négligeable ces derniers jours, la décision de la mère de Mohamed Bouazizi de renoncer à son

droit de poursuivre en justice l'agent municipal Fadia Hamdi, accusée d'avoir agressé son défunt fils. Il s'agit, a expliqué cette mère admirable, d'une décision difficile mais réfléchie qui tend à éviter la haine et la rancune, et à consacrer la réconciliation entre les habitants de Sidi Bouzid.

Un événement d'importance qui peut contribuer à créer le déclic psychologique vers l'apaisement des cœurs en Tunisie. Car les esprits ne sont pas tous refroidis, comme en témoigne la mobilisation des agents des forces de la sécurité intérieure qui, dimanche, ont porté des brassards rouges en signe de solidarité avec leurs collègues impliqués dans des affaires judiciaires, liées aux événements de janvier dernier. Du côté de la police, comme dans les rangs de l'administration, l'on craint en effet une purge ou une chasse aux sor-

cières dont plusieurs fonctionnaires pourraient en faire les frais et, dans certains cas, à l'ombre de règlements de compte qui ne devraient rien à la révolte tunisienne elle-même. Pour l'heure, les autorités, sous la conduite du chef de l'Etat par intérim, semblent indiquer qu'elles préfèrent surtout mener des changements en haut des rouages de l'Etat. Mais après le mouvement chez les gouverneurs, des délégations spéciales ont été nommées, hier, dans 22 municipalités réparties à travers 14 gouvernorats afin d'assumer les responsabilités des conseils municipaux. Ce qui sera, on s'en doute bien, de nature à renforcer les réactions hostiles, notamment de la part des cercles comptant comme les noyaux durs, nationaux et locaux, du parti de l'ancien président Ben Ali, le RCD.

Lire en page 5

L'expert Adimi critique la diplomatie algérienne



## «LA CRISE LIBYENNE A DÉMONTRÉ CETTE FRAGILITÉ»

Par Lotfi Itou

L'Algérie n'a jamais envoyé de mercenaires dans un quelconque pays et ne le fera jamais. Notre pays a toujours été aux côtés des peuples opprimés et chaque révolution saine pour une cause juste est soutenue par l'Algérie. L'expert Ahmed Adimi, spécialiste en relations internationales, a critiqué, lors d'un débat sur les révolutions dans le monde arabe, particulièrement le conflit armé qui sévit actuellement en Libye, la fragilité de la diplomatie algérienne qui, selon lui, a raté l'occasion d'avoir le statut de leadership dans le monde arabe et en Afrique après la chute de plusieurs chefs d'Etat, suite aux multiples révolutions qui se sont produites dans ces pays. «Il est malheureux pour nous en tant qu'Algériens de voir que notre diplomatie est si fragile et incapable de renverser la vapeur pour le bien de l'Algérie. Cela dit, nos diplomates avaient l'occasion de prévoir les révolutions qui se sont produites en Tunisie et en Egypte. A notre grand malheur, nous n'avons pas de centres de recherche et d'analyse dans notre pays.

Lire en page 6

Etats-Unis

## Washington : les réformes annoncées sont une avancée «importante»

Lire en page 2

Alger et Paris ont progressé sur le dossier Renault

## RAFFARIN ANNONCE L'OUVERTURE DU MÉTRO D'ALGER AVANT LA FIN 2011

Lire en page 24

Selon Nacer Mehal

## De grands changements en perspective dans le secteur des médias

Lire en page 2

Asma Djermoun

## Authentique et généreuse

Lire en page 17



# ÉVÉNEMENT

## L'édito

### Réhabiliter le politique d'abord

Par Farid Chekroune

En cinquante ans d'indépendance, l'Algérie a eu cinq présidents et si l'on ajoute Boudiaf et Ali Kafi, ils sont sept. Une telle instabilité a peu d'équivalents dans le monde, notamment arabe ou africain - ailleurs, les Américains en ont eu huit, et les Français cinq, pour la même période. Est-ce là une spécificité ? Sans aucun doute. On voudrait n'y voir que des changements de façade d'un système qui est resté cependant le même. Le problème est de définir ce système et d'expliquer pourquoi son instabilité à ce niveau. Le pays a été traversé par des crises de toutes sortes ; la plus importante fut celle de la décennie quatre-vingt dix. Des crises majeures, économiques, politiques ou idéologiques, des soulèvements armés, des troubles sociaux incessants, des émeutes, des exodes, du terrorisme à plus ou moins grande échelle, c'est cela qui explique tant de changements de présidents et de régimes, avec toutes les implications que l'on peut supposer. Il ne s'agit pas de façades. Des expériences, aussi bien le socialisme que la démocratie, ont bel et bien été tentés, avec un échec cuisant. Des pistes identitaires explorées jusque dans leurs hypothèses de partition, des califats rêvés, sous forme d'un Etat islamique fantasmagorique, à la pointe du sabre ; des révolutions tiers-mondistes, qui ont fait d'Alger une Mecque des révolutionnaires, ont précédé des désirs de «révolutions permanentes» trotskystes, toujours présents, de l'ultra-libéralisme avec bradage de l'économie où on voulait vendre les gisements du Sahara pour payer le FMI, avec Ghazali, puis Sonatrach, avec Khelil ; de l'ultra-conservatisme, àrch par-ci, zaouia par-là, tout ou presque a été expérimenté dans ce pays sorti d'un enfer colonial et d'une guerre d'indépendance sanglante et peu commune, tout, aussi bien au sommet qu'à la base. Comment dès lors parler d'une continuité d'un système qui aurait organisé une telle instabilité juste pour se préserver ? Cela dit, il est normal que la stabilité retrouvée depuis une dizaine d'années et les résultats discutables obtenus dans certains secteurs fassent renaître l'aspiration au changement. Les réformes annoncées par le Président, saluées par Paris et Washington, convergent dans ce sens, même si une impatience légitime voudrait qu'elles soient rapides. Le problème semble moins lié à des calculs de succession, comme le suppose la presse, qu'à l'absence de médiation politique. Un des prix forts payés pour le retour à la stabilité a été le sacrifice du champ politique dans son ensemble. C'est de la réhabilitation de ce champ sinistré qu'il est question à présent. Voilà pourquoi les vraies réformes ne peuvent être que lentes. Les autres calculs éventuels dont on parle viennent après, pas avant.

F. C.

Selon Nacer Mehal

## De grands changements en perspective dans le secteur des médias

**Le ministre de la Communication, Nacer Mehal, était hier l'invité de l'émission «Tahaouelate» de la radio Chaîne I, au cours de laquelle il a évoqué plusieurs sujets liés à son secteur, dont la révision de la loi sur l'information, les mesures pour augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail des journalistes, la création de chaînes thématiques et autres sujets d'actualité.**



PH > R. R.

Par Abdeldkader Djali

Concernant la révision de la loi sur l'information, annoncée récemment par le chef de l'Etat, le ministre de la Communication a indiqué qu'il s'agit d'un «chantier important et éminemment politique», lié particulièrement à «l'aspect de la liberté d'expression». Il dira à ce propos que la révision de ce code sera précédée d'une «large concertation aussi bien avec les professionnels de la presse et des médias, qu'avec des experts, notamment en législation». Il estime qu'en matière de déontologie, «c'est aux journalistes de s'organiser et de faire en sorte que ces principes soient respectés par tous». «L'Etat n'est pas là pour organiser l'éthique et la déontologie», a dit le ministre, qui affirme regretter que l'actuel

conseil de l'éthique et de la déontologie «n'exerce plus» depuis plusieurs années.

Pour M. Mehal, la révision de la loi sur l'information permettra de «réguler tout ce qui existe sur la scène médiatique». La loi de 1990 comporte des éléments très importants qu'il ne faut pas nier. Il y a cependant des choses à rajouter. A titre d'exemple, la loi de 1990 n'a évoqué ni les médias en ligne ni le rôle de l'Etat dans l'accompagnement et le soutien de la presse. Même la place du journaliste doit être évoquée lors de la révision de ce texte. Interrogé à propos de la dépenalisation du délit de presse (annoncé également par le Président de la République lors de son dernier discours), le ministre de la Communication a précisé que ce n'est pas son département qui a la charge de ce dossier mais celui de la

Justice, puisque cela concerne le Code pénal. Il a indiqué que le gouvernement a entamé le travail pour concrétiser la décision du Président de la République. Il s'agira de la révision des articles 144-bis et 146 du code pénal. Les amendements porteront sur la suppression de la peine d'emprisonnement mentionnée dans ces deux articles, et le maintien de la pénalité d'amende.

A propos de la création de nouvelles chaînes télévisées et radiophoniques, ainsi qu'une plus grande ouverture des médias publics, Nacer Mehal estime qu'«il faut d'abord renforcer ce qui existe».

«Les chaînes de télévision existantes ne sont pas régies par des textes. Nous avons préparé un dossier complet à ce propos (y compris pour la radio) qui a été présenté au gouvernement. Le résultat permettra, dès 2012, de donner une personnalité à cha-

cune des chaînes, d'élargir leur spectre de travail, qui entraînera une concurrence au sein de ces chaînes. Même en ce qui concerne le JT, chaque chaîne préparera le sien indépendamment des autres. A ce moment-là, le téléspectateur algérien pourra zapper entre les chaînes qu'il préfère», a-t-il déclaré. Ajoutant que dans le cahier des charges «nous avons exigé une plus grande professionnalisation». Selon le ministre, chaque chaîne sera évaluée séparément et recevra un financement à la hauteur de ces résultats. «Mais, n'oublions pas que l'essentiel est d'assurer le service public.

Concernant la prise en charge des préoccupations des journalistes, le ministre a annoncé la mise en place d'une commission qui comprendra aussi bien des journalistes que des spécialistes du ministère du Travail, qui plancheront sur l'élaboration d'une «grille de salaires nationale» pour les journalistes. «Il y aura une grille qui concernera tous les journalistes et les autres postes de travail au sein des entreprises de presse et des médias et un régime indemnitaire qui prendra en charge les spécificités de chacun, c'est à dire ceux qui travaillent la nuit, les jours fériés... etc.», précise-t-il encore. A propos de la carte de presse, il confirmera la mise en place d'une commission qui planchera sur ce dossier.

Interrogé sur la récente visite du rapporteur de l'ONU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Frank La Rue, le ministre de la Communication a tenu à démentir tout refus de visas aux journalistes étrangers, ainsi que la question des accréditations. «Il n'y a aucun refus de visa et toutes les accréditations demandées ont été octroyées», a-t-il déclaré, considérant par ailleurs que le rapporteur de l'ONU «a été intoxiqué» sur ces deux volets. Enfin, Nacer Mehal a catégoriquement démenti la suspension de la revue «Arabes».

A. D.

Etats-Unis

## Washington : les réformes annoncées sont une avancée «importante»

Les Etats-Unis ont affirmé que les réformes annoncées par le président Abdelaziz Bouteflika, dans son discours du 15 avril, constituaient une avancée «importante» pour l'Algérie. «Nous nous félicitons des réformes annoncées par le président Bouteflika qui représentent un pas en avant important pour l'Algérie et pour son peuple», a déclaré mercredi à l'APS un haut responsable du département d'Etat américain.

Dans son discours de vendredi dernier, le chef de l'Etat avait notamment annoncé une prochaine révision de la Constitution,

une nouvelle loi électorale, une loi organique pour une meilleure représentation des femmes au sein des assemblées élues, une révision de la loi sur les partis et une nouvelle loi sur l'information incluant une dépenalisation du délit de presse. Sur le contenu de ces réformes, ce responsable au département de Hillary Clinton a affirmé que «les mesures proposées sont de grande envergure et répondent à de nombreuses préoccupations légitimes des citoyens algériens».

En outre, poursuit-il, «tel que le président Barack Obama et la secrétaire d'Etat

Hillary Clinton l'avaient affirmé à maintes reprises, il y a un besoin de réformes politiques, sociales et économiques dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et le discours du président Bouteflika prononcé le 15 avril a porté sur chacun de ces trois domaines. «Nous attendons avec impatience la mise en œuvre concrète de ces réformes par le gouvernement algérien et nous suivrons de près leurs effets sur la situation en Algérie et dans la région», a encore indiqué cet officiel américain. A la question de savoir comment il percevait l'avenir de l'Algérie

avec la mise en place de ces réformes, le représentant du département d'Etat a répondu qu'«il est prématuré de prédire l'impact de ces mesures sur l'Algérie et sur son peuple, mais nous nous réjouissons, a-t-il dit, que le gouvernement algérien ait entamé le processus de réformes».

Les Etats-Unis avaient également salué, en février dernier, la décision prise par l'Algérie pour la levée de l'état d'urgence décrété en 1992, considérant que cela reflétait une «dynamique émergente dans la région pour répondre aux demandes du peuple».

Selon Ould Kablia

# Un lien entre terrorisme et réforme

Concernant la recrudescence des attentats terroristes contre les services de sécurité et le lien que cela peut avoir avec l'annonce d'Al Qaïda au Maghreb concernant l'acquisition d'armes en provenance de Libye, M. Dahou Ould Kablia a indiqué qu'il y a là non pas «une rumeur mais une supposition».

Par Hamid Fekhart

«**E**videmment, il y a des possibilités que des armes aient été acheminées de la frontière libyenne», a-t-il dit sur les ondes de la Chaîne III. Assurant qu'il n'a pas de connaissances précises sur le dossier, il n'exclu pas que «les attentats en question aient un rapport direct avec ce qui se passe chez le voisin». Il revient, selon lui, aux services de sécurité, qu'il accuse d'avoir «baissé la vigilance», de «déterminer quels types d'armes ont été employés». «Est-ce des armes classiques connues auparavant ou y a-t-il eu l'utilisation d'armes nouvelles», s'est-il interrogé.

Etant un peu plus prudent que Belkhadem, puisqu'il a refusé de se prononcer clairement, Dahou Ould Kablia lie cette reprise des violences à l'évolution de la situation politique dont les groupes terroristes veulent profiter. «Rien ne peut se faire dans ce pays si nous ne sommes pas partie prenante», a-t-il tenu à préciser. Concernant l'impact de ces attentats, il a indiqué : «Ils ne présentent pas de risques. D'abord, il y a 4 ou 5 régions du pays où le terrorisme se manifeste. Il est évident que ces groupes peuvent rassembler un certain nombre de combattants pour faire une action médiatique.» Il a, en outre mis, cela «sur le compte de la baisse de la vigilance. «Quand les choses paraissent calmes, les services de sécurité

baissent quelquefois la vigilance», a-t-il ajouté. S'agissant de la question sécuritaire au niveau de nos frontières, le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'«elle demeure stable, suivie et contrôlée, et ce bien avant le conflit en Libye», mais «avec plus de vigueur depuis».

Revenant sur les réformes annoncées par le Président de la République, dont il juge le choix du moment comme étant «logique», rappelant ainsi les priorités de «rétablir la paix et mettre en œuvre des programmes de développement», Dahou Ould Kablia a ajouté que le troisième mandat est celui des réformes auxquelles le gouvernement s'attachera. Il a rappelé, dans ce contexte, que toutes les réformes prévues seront faites après une très large concertation», ce qui le mènera à assurer que «ça ne sera pas un changement qui viendrait de l'intérieur, car il sera le fruit de toutes les propositions et de toutes les idées qu'elles viennent des partis, des personnalités politiques, des experts, de la société civile». Il jugera néanmoins «prématuré» de parler du système politique qui en ressortira. «On ne peut parler du contenu mais on sait qu'elle ne peut aller que dans le sens d'une très grande ouverture et dans le cadre de la consécration de l'Etat de droit et, de là, elle ne peut être qu'une constitution moderne démocratique qui répondra aux aspirations citoyennes», dira-t-il.

Concernant le rapporteur de



l'ONU, qui a indiqué que les libertés en Algérie sont limitées, la Constitution algérienne accorde des libertés qui ne se trouvent pas dans les pays qui veulent

nous donner des leçons aujourd'hui. Il y avait peut-être une restriction concernant l'état d'urgence et maintenant qu'il est levé, toutes ces libertés vont être restaurées.

Ces déclarations à la presse sont inopportunes et ne nous engagent absolument pas. «Ils n'ont pas de leçons à nous donner».

H. F.

Réformes politiques annoncées par le Président

## Les réserves du MSP

Par M. Aït Chabane

**BOUGUERRA SOLTANI** réagit aux réformes annoncées par le Président et réclame un agenda précis pour l'application de ces mesures sur le terrain. Il a notamment exhorté le chef de l'Etat à encadrer et orienter lui-même les réformes.

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) émet certaines réserves, quoique légères, sur les récentes réformes politiques annoncées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Animant une conférence de presse, hier, au siège national du parti dans la capitale, le président de cette formation politique a affirmé que son parti «réclame la dissolution de la Chambre haute du Parlement», arguant que «cette structure n'a plus raison d'être», et ce dans la foulée de ses remarques et réactions par rapport aux décisions politiques du chef de l'Etat. Bouguerra Soltani, tout en qualifiant les réformes de Bouteflika de «décisions politiques courageuses», a appelé à plus de clarté quant à l'échéance de ces réformes, la manière de les appliquer sur le terrain et la teneur exacte de ces nouvelles mesures. Cependant, le conférencier s'est félicité du large chantier de réformes édictées par le chef de l'Etat qui a mis un terme au débat dans ce sens, et ce en désavouant les partisans de l'instauration d'une Assemblée constituante, de la dissolution du Parlement et du départ du gouvernement. Concernant la révision de la Constitution, «elle devra être confiée à des compétences nationales avérées, et ne devra pas toucher aux constantes et à la philosophie de la loi fondamentale du pays», a estimé le président du MSP, tout en émettant le vœu que ce soit «le Président lui-même qui va encadrer ces réformes, et ne pas les confier à une quelconque partie», pour les

mener à bon port et dans les meilleurs délais. Faisant la lecture de sa formation politique de la révision de la Constitution, Bouguerra Soltani a appelé à consacrer un régime parlementaire, une séparation claire et précise des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et à l'ouverture du champ audiovisuel en plus de la dissolution du Conseil de la nation. Ceci dit, le président du MSP a nourri certaines appréhensions qui pourraient contraindre l'exécution de ces réformes sur le terrain, comme vider les réformes de leur essence politique, donner la priorité au social sur le politique et au côté technique des réformes et marginaliser les jeunes entre autres. Il a préconisé pour cela d'impliquer toutes les composantes de la société pour débattre les amendements à introduire à la nouvelle mouture de la Constitution, pour laisser enfin les experts en droit et les «matières grises» et compétences nationales synthétiser les meilleures propositions à introduire à la loi fondamentale du pays. Cette dernière ne devra pas toucher aux constantes nationales et à la philosophie de la Constitution, a ajouté le président du MSP. Par ailleurs, le MSP a annoncé une initiative nationale pour remettre le pays sur les rails. «Les troubles sociaux qui prennent plusieurs formes de contestation doivent interpeller tous les Algériens pour analyser ce phénomène social, détecter l'origine du malaise et prendre les mesures nécessaires à même de remédier à cette situation», lit-on dans une esquisse de l'initiative politique du MSP. Par ailleurs, Bouguerra Soltani a réitéré l'attachement de sa formation politique à l'Alliance présidentielle comme cadre de concertation, évacuant l'idée de se retirer de cette structure, pour le moment, sans toutefois écarter l'idée de constituer d'autres partenariats politiques dans l'avenir.

M. A. C.

Adoption du projet de loi sur les assurances sociales

## Généralisation du système du tiers payant, une avancée

Par Sofiane Aït Mohamed

**L**e projet de loi amendement complétant la loi n°83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales a été adopté hier à la majorité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN). La plupart des 25 amendements apportés au texte ont été rejetés au motif qu'ils sont pris en charge dans le cadre d'autres lois.

Initié dans le cadre de l'adaptation du dispositif législatif relatif à la Sécurité sociale aux évolutions socioéconomiques que connaît le pays et de la mise en œuvre du programme de réforme du système national de la Sécurité sociale, le projet de loi, qui s'articule sur 3 axes principaux, prévoit, notamment, l'élargissement du champ d'application des conventions auxquelles peuvent souscrire les organismes de la Sécurité sociale dans le cadre de la généralisation du système du tiers payant et qui intègrent l'ensemble des prestataires de soins et des services y afférent. Avec l'adoption de ce nouveau texte, rassure le ministre du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh, «le programme des réformes en cours du système national de la Sécurité sociale est désormais consacré». Pour le représentant du gouvernement, qui s'exprimait en marge de la plénière, les nouveautés du texte de loi résident surtout dans l'élargissement du champ d'application et la généralisation du système du tiers payant y compris pour les ana-

lyses médicales. Les frais de transport seront également remboursés aux assurés sociaux, notamment dans le cadre du programme de dépistage précoce du cancer du sein. Le nouveau texte de loi permettra également, outre l'amélioration de la qualité des prestations, la modernisation ainsi que la préservation des équilibres financiers du système de la Sécurité sociale à certaines catégories «notamment les femmes divorcées», précise Tayeb Louh. Selon ce dernier, les remboursements des médica-

ments seront ainsi facilités dans le cadre de l'application et de la généralisation de l'utilisation de la carte Chifa. Le président de la commission a, pour sa part, affirmé que la loi prend aussi compte d'autres actes chirurgicaux comme, notamment, la procréation médicalement assistée. Les actes médicaux pris en charge par la nouvelle loi s'élèveront ainsi à 6 300, alors qu'ils n'étaient que de 1 700 à être pris en charge par les anciens textes.

S. A. M.

## Commission d'enquête sur la pénurie de certains produits alimentaires

**C'EST UNE PREMIÈRE** dans les annales du Parlement algérien. Une proposition de loi portant création de la commission d'enquête a été adoptée hier à l'Assemblée populaire nationale (APN), qui a rejeté par le passé toutes les propositions, et elles étaient nombreuses, de création de commissions d'enquêtes. Sur proposition du FLN, la résolution pour la création de la commission, adoptée hier, porte sur la pénurie et la hausse des prix de certains produits alimentaires de large consommation sur le marché national. La commission aura pour objectif, selon Bouchareb Maad, député de Sétif, un de ses initiateurs, d'enquêter sur les dysfonctionnements ayant marqué récemment le marché national, en raison de la pénurie de certains produits alimentaires de large consommation, tels que le lait en sachet, et la hausse des prix de l'huile et du sucre. Elle sera composée de 15 membres et sera présidée par le FLN, à en croire toujours le député, qui révélera que le bureau de l'assemblée devait installer la commission hier soir. «Celle-ci aura un mandat de 6 mois pour rendre son rapport. Dans le cas où son travail n'est pas achevé, ce délai sera prorogé de 2 mois», nous dira encore M. Bouchareb, en marge de la plénière. La commission «qui entamera incessamment son travail», œuvrera également, est-il noté dans l'exposé des motifs de la résolution, «à déterminer les tenants et aboutissants de la crise à travers les investigations avec toutes les parties concernées, notamment les secteurs des finances, de l'agriculture, du commerce et du transport, ainsi que les importateurs, les producteurs, les distributeurs et les commerçants de gros et de détail». Il est à signaler enfin que les députés d'Ennahda et ceux de l'aile dissidente du MSP ont voté contre la résolution, alors que ceux du PT n'ont pas assisté à la séance d'adoption.

S. A. M.

# Ils ont tenu un sit-in devant le ministère de l'Enseignement supérieur

## Les étudiants en pharmacie reviennent à la charge

Une centaine d'étudiants en pharmacie ont observé hier un sit-in devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, où ils ont scandé des slogans hostiles à la tutelle, «Y en a marre des promesses», «Tous, tous solidaires, pharmacie en colère», «Mouvement de grève repris jusqu'à la fin du mépris», pour maintenir la pression.



Par Lynda Guenineche

Un dispositif sécuritaire a été mis en place, moins important que celui de l'avant-veille, devant la fac centrale pour bloquer les nombreux étudiants en pharmacie à l'intérieur de l'établissement universitaire et les empêcher de sortir dans la rue. Toutes les portes d'entrée de la fac ont été fermées pendant deux heures. Les étudiants, les enseignants ainsi que les fonctionnaires de la fac étaient interdits d'accès.

La grève déclenchée depuis le début du mois de mars n'est pas prête de s'estomper. Les étudiants en pharmacie ne veulent pas baisser les bras et ont décidé de poursuivre leur mouvement de protestation jusqu'à satisfaction concrète de leurs revendications qu'ils jugent légitimes, et ce malgré les bonnes recommandations de la conférence des doyens des facultés de médecine ouverte dimanche dernier pour examiner les revendications des étudiants des sciences médicales. «Nous reconnaissons la bonne volonté de la tutelle de régler nos pro-

blèmes mais nous exigeons un échéancier et des décisions concrètes», a indiqué un délégué du département de pharmacie d'Alger.

Des représentants d'étudiants en médecine, pharmacie et chirurgie dentaire et des médecins résidents ont pris part à cette rencontre de deux jours.

Les étudiants en pharmacie exigent l'attribution du diplôme de docteur en pharmacie, comme cela se fait dans d'autres pays. «On n'est pas des vendeurs, on mérite le titre de docteur», a souligné un étudiant de 4<sup>e</sup> année de la faculté de pharmacie. «On revendique l'abrogation de la loi parue dans le "Journal officiel" du 29 novembre 2009 de sorte à permettre aux pharmaciens d'obtenir le titre de docteur», a-t-il précisé.

Ils revendiquent également la valorisation du pharmacien généraliste qui est toujours classé dans la catégorie 13 de la Fonction publique " le point de la classification de notre diplôme nous pose problème, alors on demande de le classer à la catégorie 16 au lieu de la 13 est inflexible », a ajouté le délégué du département de pharmacie d'Alger.

Pour ce qui est du résidanat et de la spécialité, les concernés dénoncent le manque de postes, puisque ceux déjà disponibles restent insuffisants par rapport aux besoins exprimés dans le secteur, ont-ils souligné.

Ils demandent aussi, entre autres, l'ouverture de la spécialité pharmacie industrielle, la création de facultés de pharmacie, et la levée des restrictions empêchant les jeunes diplômés d'exercer leur fonction.

L. G.

## Les médecins résidents veulent hausser le ton

# Menace d'une démission collective

Par Loubna Zahaf

Les médecins résidents comptent se réunir ce week-end afin de décider des suites à donner à leur mouvement de grève déclenché depuis quatre semaines. Malgré les quelques lueurs d'espoir constatées lors de la conférence nationale des doyens des facultés médicales, les protestataires sont déterminés à poursuivre la grève et hausser le ton tant que rien de concret n'est obtenu de la part du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère de la Santé. La réunion qui sera programmée aujourd'hui jeudi ou demain, nous explique un membre du collectif des résidents, sera consacrée à étudier trois possibilités d'actions prévues pour durcir le ton.

Les présents à cette assemblée générale devront décider soit d'une démission collective, soit d'une année blanche ou du gel du service minimum au sein des établissements hospitaliers. Pour cette dernière proposition, notre interlocuteur a tenu à exprimer son désarroi face à une telle situation en affirmant que «le but des résidents n'est pas de mettre en danger la vie des malades. Ils préfèrent à la place risquer leur carrière si la situation n'évolue pas».

Les médecins résidents gardent, cependant, espoir après les quelques acquis obtenus, dira notre interlocuteur, lors de la conférence nationale sur le plan pédagogique. Il s'agit d'accords de principe formulés mais qui ne sont pas encore concrétisés. Sur ce point, des promesses ont été données pour réformer le système



de formation. Chose qui doit se concrétiser par décret exécutif, souligne le membre du collectif. Il est question également de mesures de modernisation et de mise à niveau de la disparition du service civil dans un ou deux ans et d'étudier le projet sud. Des points positifs, certes, mais qui restent lettre morte pour les blouses blanches si rien n'aboutit.

Notre interlocuteur souligne, d'autre part, que certaines pressions sont exercées dans certains services par des responsables mais elles restent négligeables devant la détermination du collectif à pour-

suivre son mouvement de grève. Rappelons que le collectif avait émis 17 propositions au ministère de l'Enseignement supérieur dans l'atelier auquel il a participé lors de la conférence dont l'actualisation des programmes : l'uniformisation du programme au niveau national, la valorisation du carnet de résident, le renouvellement des comités pédagogiques (CP) régionaux et nationaux, la représentation des résidents au sein des CP et l'amélioration de l'allocation d'étude et de recherche...

L. Z.

Les revenus pétroliers n'ont pas servi la croissance économique

## La gestion sociopolitique de la rente pétrolière mise à l'index

Par Yazid Ferhat

L'ALGÉRIE, PAYS rentier, n'a pas utilisé les recettes fiscales issues de la rente pétrolière à bon escient, se sont accordés à dire hier des experts au forum d'«El Moudjahid» sur le thème «La fiscalité pétrolière». «L'économie algérienne est atteinte du syndrome hollandais», a diagnostiqué l'expert-comptable et commissaire aux comptes Djamel Djerrad. La rente pétrolière occupe une place très importante dans l'économie algérienne. Elle est à l'origine de 70% des recettes fiscales globales, 98% des exportations et contribue à hauteur de 50% au produit intérieur brut (PIB). L'accroissement des recettes pétrolières n'a pas servi l'économie nationale. «Au lieu d'être une bénédiction, le pétrole s'est transformé en malédiction», assène-t-il, mettant à l'index la gestion sociopolitique du gouvernement de l'argent du pétrole. Pour calmer la grogne sociale, le gouvernement se consacre à la distribution des pétrodollars. Ces trois derniers mois, des augmentations «importantes» de salaires ont été consenties «sur la base d'une valeur nominale et non réelle», regrette-t-il. De ce point de vue, ces augmentations n'auront aucune incidence sur le niveau de vie des citoyens en raison du risque inflationniste. Ainsi, l'argent du pétrole est soit investi dans les infrastructures soit dans la consommation courante et non pas dans l'investissement productif. Depuis l'envolée des prix du pétrole, qui ont atteint des sommums jamais égalés dans les années 2000, aucune trace d'investissement productif. Pour étayer ses propos, Djamel Djerrad a expliqué que dans la loi du règlement budgétaire de 2008, le niveau de réalisation du budget d'équipement n'est que de 1%, tandis que celui du budget de fonctionnement a atteint 110%. En clair : la fiscalité pétrolière n'est pas orientée vers la création de richesses mais plutôt vers la consommation courante. Les réserves prouvées de l'Algérie la classent à la 21<sup>e</sup> place au niveau mondial, à la 9<sup>e</sup> en réserves de gaz et la 7<sup>e</sup> en tant qu'exportateur en termes de volume de gaz dans le monde, selon les chiffres présentés par l'expert comptable. Le régime fiscal a, quant à lui, évolué depuis le premier choc pétrolier à la fin des années 1970 qui a révélé que la rente pétrolière sera désormais soumise à des règles aléatoires. Les cours de pétrole ont atteint 40 dollars le baril, un record pour l'époque avant de redescendre au dessous de la barre des 7 dollars. L'Algérie a dû donc revoir son système fiscal pour adapter les nouvelles données des marchés internationaux de pétrole au contexte politicoéconomique algérien. Dans le début des années 2000 et plus précisément en 2006, l'Algérie a institué la taxe sur les superprofits pour avoir plus de revenu, ce qui lui a valu des problèmes judiciaires avec les compagnies étrangères activant en Algérie qui conteste l'effet rétroactif de cette taxe. Khaled Boukhliifa, expert consultant en climatologie et par ailleurs ancien responsable au ministère de l'Energie et des Mines, regrette «l'évolution du régime fiscal et avec lui les recettes pétrolières chose qui n'a pas pu engendrer le développement des autres secteurs». «Même l'investissement dans les infrastructures n'a pas entraîné le développement économique tant attendu», a-t-il ajouté.

Y. F.

## Conséquence de l'accentuation de la crise dans la zone euro

# Le dinar algérien va rebondir en 2012

LE DINAR ALGÉRIEN va continuer sa dépréciation face aux principales devises jusqu'à, au moins, la fin de l'année en cours, avant de rebondir en 2012. C'est ce que révèlent les prévisions de l'Economist Intelligence Unit (EIU) rendues publiques hier. L'organisme britannique pronostique sur une forte appréciation de la monnaie nationale à partir de 2012 jusqu'à 2014. Sur le marché parallèle des devises, 1 euro s'échange actuellement à plus de 142 DA tandis que le dollar est à plus 79 DA, contre respectivement 104,4 et 76,5 au marché officiel. L'EIU prévoit une dépréciation de la monnaie nationale de l'ordre de 5,5% par rapport à l'euro et 2,8% face au dollar américain, en 2011. Les réserves de changes vont intervenir pour atténuer la baisse. Cette tendance va s'inverser totalement en 2012. L'année prochaine, le dinar gagnera 12,3% par rapport à la monnaie européenne et 6,5% par rapport au dollar américain. Cette hausse va se poursuivre jusqu'en 2014 où l'euro s'échangera à 87,6 DA et le dollar à 70,4, selon l'EIU. Il faut noter que cette prévision ne repose pas sur la bonne santé de l'économie algérienne mais plutôt sur la faiblesse de l'euro attendue dans les trois prochaines années.

Y. F.

# ACTUEL

Tunisie

## Le calme qui précède la tempête ?

**Avec la tournure dramatique prise par la situation en Libye et l'enlèvement des révoltes au Yémen et en Syrie, les regards se tournent vers la Tunisie, d'où tout est parti et où se joue l'avenir d'un modèle dont les conséquences seront, encore une fois, de portée internationale.**



Par Nabil Benali

Les autorités tunisiennes tentent de réunir les conditions des élections de l'assemblée constituante prévues en juillet dernier. Décisions fortes, à la fois politiques et économiques, mais aussi tentatives de réconciliation et d'apaisement marquent l'action du gouvernement de transition. Parmi les événements dont l'impact médiatique n'a pas été négligeable ces derniers jours, la décision de la mère de Mohamed Bouazizi de renoncer à son droit de poursuivre en justice l'agent municipal Fadia Hamdi, accusée d'avoir agressé son défunt fils. Il s'agit, a expliqué cette mère admirable, d'une décision difficile mais réfléchie qui tend à éviter la haine et la rancune, et à consacrer la réconciliation entre les habitants de Sidi Bouzid.

Un événement d'importance qui peut contribuer à créer le déclic psychologique vers l'apaisement des cœurs en Tunisie. Car les esprits ne sont pas tous refroidis, comme en témoigne la mobilisation des agents des forces de la sécurité intérieure qui, dimanche, ont porté des brassards rouges en signe de solidarité avec leurs collègues impliqués dans des affaires judiciaires, liées aux événements de janvier dernier. Du côté de la police, comme dans les rangs de l'administration, l'on craint en effet une purge ou une chasse aux sorcières dont plusieurs fonctionnaires pourraient en faire les frais et, dans certains cas, à l'ombre de règlements de compte qui ne devraient rien à la révolte tunisienne elle-même. Pour l'heure, les autorités, sous la conduite du chef de l'Etat par intérim, semblent indiquer qu'elles préfèrent surtout mener des changements en haut des rouages de l'Etat. Mais après le mouvement dans les gouverneurs, des délégations spéciales ont été nommées, hier, dans 22 municipalités réparties à travers 14 gouvernorats afin d'assumer les responsabilités des conseils municipaux. Ce qui sera, on s'en doute bien, de nature à renforcer les réactions hostiles, notamment de la part des cercles comptant comme les noyaux durs, nationaux et locaux, du parti de l'ancien président Ben Ali, le RCD.

### Le vide politique

En attendant les élections pour l'assemblée constituante, il est vrai que le poids actuel de cette force politique, hier un masto-

donte omniprésent, reste une inconnue de taille et, pour tout dire, la décatation politique tarde à se faire, exactement comme prévu par la majorité des analystes qui se posaient la question de savoir si le pays est réellement prêt à réussir ces élections.

L'enjeu, on l'aura compris, est celui du modèle tunisien. La réussite de ce dernier, ou son échec, aura des retentissements à l'échelle arabe et internationale, car il s'agira soit d'indiquer la voie de l'espoir, soit de fermer la parenthèse des révoltes arabes par une première grande défaite des idées de liberté et de démocratie pour la région.

La dernière intervention dans ce sens nous vient du président en exercice de l'Organisation européenne pour la sécurité et la coopération (OCSE), en visite à Tunis qui a considéré, en effet, que «la révolution tunisienne est un modèle pour toute la région qui ne doit pas échouer».

Or, dans ce pays, ceux que l'on désigne comme les restes de l'ancien régime semblent tout faire pour s'accrocher au pouvoir, se servant du vide politique pour gagner un temps précieux, dans un contexte de persistance de l'insécurité, de menace sur l'économie et sur la relance de plusieurs secteurs, y compris des plus ordinaires comme le sport, puisque la saison du championnat de football est semblé-t-il compromis dans ce pays où l'on a peur d'ouvrir les stades aux foules.



Devant cette situation, le président Caid Sebsi semble, une nouvelle fois, s'en remettre à l'armée et à l'importance de cette institution dans la période actuelle de transition. La récente promotion du général de corps d'armée, Rachid Ammar, à la fonction de chef d'état-major, n'a pas manqué d'être l'occasion de saluer le rôle de l'armée «depuis le déclenchement de la glorieuse révolution populaire et des jeunes». Mais si l'armée est un vecteur de stabilité, il n'est pas un acteur politique, ni un des protagonistes en lice autour de l'enjeu de l'assemblée constituante devant accoucher de la nouvelle république tunisienne.

### La montée d'Ennahda

En l'espèce, la Tunisie est à la veille d'une période des plus délicates et qui, par définition, n'est pas sans danger pour ce pays. En réunissant les nouveaux gouverneurs, le président par intérim Caïd Sebsi a indiqué, la semaine écoulée, que l'exclusion des anciens responsables du RCD des prochaines échéances électorales est une décision qui risque «de provoquer un déséquilibre du paysage politique et qu'elle ne serait d'aucun apport pour les partis nouvellement créés», mais profitera «aux intérêts d'un parti ou d'une catégorie déterminés». Dans une allusion nette et précise à deux ou trois organisations, Ennahda en tête, il a estimé également que certains partis politiques sont plus actifs et mieux préparés que les autres.

En réalité, en dehors des forces dites nationalistes, mises en déroute par la révolte de janvier, il n'existe pour tout dire que deux principes organisations à même d'avoir leur mot à dire sur la question.

La première est naturellement Ennahda, dont la facilité à la nommer prouve en soi qu'elle est de plus l'organisation la meilleure à tous les niveaux. Se sachant suivi dans ses moindres faits et gestes, le chef du parti de retour de son long exil londonien, Rached Ghanouchi, tente avant tout de rassurer l'étranger. Pour lui «ni l'islam (c'est-à-dire son parti) qui est censé le représenter ici bas, ndr) ni la révolution ne représentent une menace pour le tourisme». Et pour mieux appuyer ses dires, il se prononcera contre tout changement dans le statut de la femme en Tunisie. Rached Ghanouchi s'est même exprimé, ce dimanche à Hammamet, favorable au principe de parité lors de l'élection de l'assemblée nationale constituante. Ce qui ne l'a pas empêché dès à présent d'exposer ses vues sur la future constitution et que ses représentants à la constituante seront évidemment chargés de défendre becs et ongles. Il pense, lui, à la mise en place d'un «système juste et démocratique qui garantit les droits et favorise l'adéquation entre l'islam et la modernité». Voilà ce qui annonce la couleur et qui donne à la Tunisie la perspective du modèle turque dont il n'est pas certain qu'il puisse réussir à d'autres pays. Ni plaire



aux Tunisiens eux-mêmes. La conférence de Rached Ghanouchi a été marquée, en effet, par un rassemblement de professionnels du tourisme brandissant des banderoles portant des slogans appelant à «la séparation entre le religieux et le politique». C'est la première fois que l'opposant islamiste est ainsi confronté à la population et que l'une de ses sorties politiques est accueillie avec une certaine hostilité. Ce qui fait à craindre à beaucoup que la campagne électorale ne soit émaillée d'incidents, tout en faisant redouter des séances plus que houleuses au sein de la future constituante au sujet de la place de l'islam dans la constitution et dans la vie politique.

### La surenchère de l'UGTT

Les craintes nourries par Ennahda, en situation de mieux exploiter le vide politique laissé par le RCD, sont autrement mises à profit par une autre organisation, laïque celle-ci et ayant pour nom UGTT, l'Union générale des travailleurs tunisiens. Cette organisation semble multiplier les initiatives pour relever le double défi de son congrès et des élections à venir. Partout où ses sections sont présentes, il n'y a que grèves et sit-in, car l'UGTT mène une pression sans relâche sur les autorités et joue à fond sur les appréhensions de la population quant à l'effondrement de l'économie tunisienne en conséquence de la révolution. On peut même avancer que dans certaines entreprises, la centrale syndicale est dépassée par sa base qu'elle ne contient que difficilement. Une situation qui mène depuis quelques jours l'UGTT à tenter d'orienter le débat sur les questions politiques et à projeter la création, dans les plus brefs délais, d'un parti ouvrier. Ce serait alors un parti de gauche de plus sur la scène nationale, mais qui sera sans doute aussi, sinon plus, important que les autres. Un parti qui sera de taille pour apporter la contradiction à Ennahda sur les questions politiques et dont la voix sera nécessaire pour faire l'équilibre au sein de la future assemblée constituante.

A ce sujet, plusieurs éditorialistes de la presse tunisienne s'interrogent dès à présent sur les dangers d'un désaccord sans fin entre les islamistes et les laïcs au sein de la constituante, dont les élections sont fixées au 24 juillet prochain. L'on redoute également que ces mêmes désaccords, pour les besoins de la surenchère entre les uns et les autres, ne débordent du cadre de la constituante et être tranchées dans la rue...

Pour mieux baliser le terrain, les autorités qui prennent ces risques très au sérieux, ont lancé, mais sans grand écho, l'idée d'un projet de «plate-forme permettant de fédérer les forces vives de la société tunisienne autour d'un ensemble de principes et d'un projet de société». Ce qu'il convient d'appeler «un pacte républicain», a fait l'objet d'une réunion, hier, au sein de la haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique. Pour l'heure, il est malheureux de constater que toutes les parties ne sont pas sur la même longueur d'ondes en Tunisie.

En réaction, le parti Al Wifak a appelé à «un pacte civique», fondé sur la laïcité, le parti Al Baâth appelle plutôt à «une déclaration de la révolution tunisienne», le Parti du centre social préfère œuvrer à «un contrat social» pour l'égalité. Mais les deux principales organisations, à savoir Ennahda et l'UGTT, ont traité le fait comme un non événement. Deux organisations qui savent que le vide politique actuel est à leur avantage en premier lieu et ne doutent plus de leurs chances de prendre les commandes du pays et d'exécuter leur projet de société. Sauf qu'il s'agit de deux projets parfaitement contradictoires et dont seul un mariage de raison prémunirait la Tunisie contre un saut dans l'inconnu.

N. B.

L'expert Adimi critique la diplomatie algérienne :

# «La crise libyenne a démontré cette fragilité»

**L'Algérie n'a jamais envoyé de mercenaires dans un quelconque pays et ne le fera jamais. Notre pays a toujours été aux côtés des peuples opprimés et chaque révolution saine pour une cause juste est soutenue par l'Algérie.**



Par Lotfi Itou

L'expert Ahmed Adimi, spécialiste en relations internationales, a critiqué, lors d'un débat sur les révolutions dans le monde arabe, particulièrement le conflit armé qui sévit actuellement en Libye, la fragilité de la diplomatie algérienne, qui, selon lui, a raté l'occasion d'avoir le statut de leadership dans le monde arabe et en Afrique après la chute de plusieurs chefs d'Etat, suite aux multiples révolutions qui se sont produites dans ces pays. «Il est malheureux pour nous en tant qu'Algériens de voir que notre diplomatie est si fragile et incapable de renverser la vapeur pour le bien de l'Algérie. Cela dit, nos diplomates avaient l'occasion de prévoir les révolutions qui se sont produites en Tunisie et en Egypte. A notre grand malheur, nous n'avons de centres de recherche et d'analyse en Algérie. Car, face à ces carences, qui se sont retournées contre nous, notre diplomatie n'avait d'autre choix que de subir les affres de certains pays tels que la France et, du coup, l'Algérie se retrouve totalement marginalisée. C'est un véritable gâchis pour notre pays, alors qu'il avait une occasion en or de détenir le leadership dans la région, dire son mot dans les instances internationales et peser de tout son poids dans la région, voire dans le monde en général», explique-t-il. Pis, dira cet expert, «l'Algérie fait aujourd'hui l'objet d'attaques stupides de la part de pays de l'autre rive de la

Méditerranée et même de certains de ses voisins, tout cela parce que notre diplomatie n'a su ni se comporter ni prévoir sa politique future», ajoute-t-il. «Avant-hier, le ministre français des Affaires étrangères avait affirmé, lors d'un point de presse, qu'il s'était entretenu avec son homologue algérien, et que ce dernier avait nié la participation de l'Algérie dans le soutien de Kadhafi ainsi que la supposée fourniture d'armes, de véhicules blindés et de mercenaires. Au lieu d'une forte réplique algérienne aux assertions du ministre français, la partie algérienne n'a aucunement répondu à ces graves déclarations», explique M. Adimi. Ce dernier ajoutera : «Le plus grave, aujourd'hui, c'est que notre pays n'a pas su profiter de tout ce qui se passe dans le monde arabe et plus particulièrement ce qui est en train de se dérouler en Libye. Si nous avions une diplomatie digne de ce nom, nous n'aurons jamais fait l'objet des "manœuvres" des insurgés libyens. L'Algérie avait l'occasion de représenter le monde arabe mais, malheureusement, notre diplomatie fut totalement absente.» Selon Ahmed Adimi, l'absence de centre d'études et de recherche est derrière la fragilité de notre diplomatie. «Prenons par exemple la France : ce pays à lui seul possède 15 centres de recherche, qui, au quotidien, analysent la situation dans le monde et la politique extérieure de ce pays qui doit être appliquée face aux changements survenus dans le monde. En Algérie, il n'existe rien de tout cela. C'est dangereux pour la stabilité de notre pays», a-

t-il confié.

## «En 1976, Boumediene avait défendu la Libye d'un envahissement égyptien»

Au cours de son intervention, l'expert Ahmed Adimi a rappelé aux présents le rôle de la diplomatie algérienne sous l'ère Boumediene. En effet, à l'époque, l'Algérie avait une diplomatie des plus puissantes dans le monde. «En 1976, un conflit entre la Libye et l'Egypte avait eu lieu. Lors de ce conflit, le président égyptien, Anouar Essadate avait rassemblé ses troupes le long de la frontière avec la Libye en vue d'un envahissement militaire de la Jamahiriya. Afin d'éviter un tel conflit, le président algérien Houari Boumediene s'était déplacé au Caire pour rencontrer son homologue égyptien. A l'aéroport international du Caire, les deux hommes se rencontrent.

Le président algérien sera alors invité par Anouar Essadate à prendre un thé sur place. Boumediene avait formellement refusé. Mieux, le président algérien a dit ceci à Essadate : «Je ne suis pas là pour boire un thé, mais pour vous dire deux mots : si jamais vous envahissez la Libye, sachez bien que vous allez avoir en première ligne l'armée algérienne à Benghazi et non pas l'armée libyenne», dira-t-il. Cette position, qui fait suite à une diplomatie algérienne aguerrie, avait, à l'époque, fait de l'Algérie un pays puissant dans la région, voire dans le tiers-monde. Mais, malheureusement, aujourd'hui nous sommes loin de cette diplomatie», ajoutera-t-il.

## «L'Algérie n'a rien à voir avec les mercenaires en Libye»

S'agissant de cette histoire de mercenaires envoyés par l'Algérie en Libye, l'expert Ahmed Adimi dément avec force ces rumeurs qui ne sont qu'une pure propagande inventée par les services de renseignements de deux pays : le Maroc et la France. Ces derniers sont constamment à la recherche de moyens pour déstabiliser la politique extérieure de notre pays et faire de l'Algérie un pays hors la loi.» Leurs objectifs sont très connus. L'Algérie n'a jamais envoyé de mercenaires dans un quelconque pays et ne le fera jamais. Notre pays a toujours été aux côtés des peuples opprimés et chaque révolution saine pour une cause juste est soutenue par l'Algérie», dira-t-il. L. I.

## Petites et moyennes entreprises La loi les régissant sera prochainement révisée

LE PROJET DE TEXTE portant révision de la loi d'orientation de la PME en Algérie est finalisé et devra être prochainement présenté au gouvernement, a annoncé un responsable du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement. «La mouture du (nouveau) texte dans sa version définitive est finalisée et prête. Nous comptons la transmettre prochainement au gouvernement», indique M. Ammouri Brahiti, directeur général de la PME au ministère de l'Industrie. Ce responsable, qui s'exprimait à des journalistes en marge d'une journée d'information sur le programme national de mise à niveau des PME, a, dans ce sens, assuré qu'une telle révision a été rendue nécessaire notamment «par l'évolution du contexte économique local et international». «Aujourd'hui, nous sommes installés dans une nouvelle trajectoire économique et un nouvel environnement industriel qui reposent sur l'intégration et la promotion de la PME», note M. Brahiti, ajoutant que ce nouveau contexte requiert la prise en charge de ces entreprises par «un dispositif réglementaire et légal attractif pour pouvoir développer les filiales d'activités porteuses d'emploi et structurantes pour l'économie nationale». M. Brahiti a, en outre, précisé que cette révision touchera, entre autres, la définition des PME en fonction des normes actuellement appliquées en Europe. Ainsi, la définition par tranche en Algérie passera désormais au delà de 250 jusqu'à 500 travailleurs par PME. De ce fait, toute entreprise employant entre 1 et 500 personnes sera considérée comme étant une PME, a-t-il expliqué. De même, les très petites entreprises (TPE) employant moins de 10 personnes et qui représentent plus de 97% de la population de PME en Algérie, bénéficieront d'une plus large prise en charge dans le cadre du nouveau texte, a assuré M. Brahiti. Par ailleurs, cette démarche d'actualisation a impliqué tous les acteurs et les parties prenantes concernés par le secteur, en particulier des représentants de banques, des experts et consultants en plus des représentants des PME et d'organisations patronales et professionnelles, a-t-il souligné. Il a rappelé que la loi en vigueur a permis, depuis sa promulgation en décembre 2001, d'introduire 56 textes d'application «qui ont contribué à l'amélioration de l'environnement de l'entreprise». Le nombre de PME en Algérie a atteint 618 515 unités en 2010, en hausse de 28 000 unités par rapport à 2009, employant 1,6 million de travailleurs, selon les chiffres du ministère. Les PME représentent 94% du tissu national des entreprises, 52% du total de la production du secteur privé hors hydrocarbures et près de 35% de la valeur ajoutée de l'économie algérienne, selon la même source.

## Blé dur Les approvisionnements du marché sont réguliers

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE et du Développement rural, M. Rachid Benaïssa, a assuré hier, que le blé dur était disponible et les approvisionnements du marché étaient réguliers, démentant les affirmations de certains transformateurs sur une éventuelle pénurie de blé dur. «Le blé dur est disponible et les approvisionnements (du marché) sont réguliers, que ce soit en terme d'importation ou de distribution aux semouleries», a indiqué M. Benaïssa en marge des 9<sup>es</sup> Journées des sciences vétérinaires organisées à Alger. Le ministre répondait à une question sur une «éventuelle pénurie de semoule» cet été, qui a été évoquée par des transformateurs de produits céréaliers. «Certains disent qu'il y aura une forte demande pour l'été période de forte consommation de produits à base de semoule en raison notamment des fêtes de mariage», a-t-il souligné. «S'il y a nécessité d'augmenter nous allons étudier cela dans le cadre du Conseil interprofessionnel des céréales», a noté le ministre en insistant sur la disponibilité du blé dur sur le marché. Interrogé, par ailleurs, sur l'impact de la sécheresse ayant sévi ces deux derniers mois sur la production céréalière de cette année, le ministre a indiqué que le stress hydrique enregistré dans certaines régions allait «influer sur les rendements». «Il y a eu un manque de pluies dans certaines régions, notamment dans les zones pastorales et celles de l'ouest du pays, où les céréales ont été affectées», a-t-il dit. Le ministre a rappelé, dans ce cas, la nécessité d'apporter des irrigations d'appoint en période de sécheresse. Selon lui, «il est temps que les céréaliculteurs s'organisent pour s'équiper en moyens d'irrigation d'appoint. Certains le font et d'autres non, mais ils devraient savoir que cela va dans leur intérêt», a-t-il souligné. Pour autant, M. Benaïssa a précisé que malgré ce stress hydrique, l'année céréalière 2010/11 sera «bonne en blé dur». La production céréalière globale de la campagne 2009-2010 s'était établie à 45 millions de quintaux contre 61,2 millions de quintaux en 2008-2009, rappelle-t-on. La récolte céréalière de 2010 a été affectée par une baisse importante de la production d'orge du fait de la reconversion de certaines zones de production de cette céréale au profit de blés, outre le déficit pluviométrique, qui avait touché plusieurs régions de forte production, particulièrement les Hauts Plateaux.

## BANLIEUE

Par Amine Esseghir

PRIS DANS LA TOURMENTE de l'information déchainée on a du mal parfois à entendre des petites voix qui rappellent certaines vérités oubliées. Il y a moins d'une semaine, les parlementaires du Conseil de l'Europe ont fermement incité les États-Unis et le Japon à abolir la peine capitale, rien de moins, mais rien de plus, toujours en application dans ces pays. Comprenons-nous bien : nous sommes au club des pays civilisés et des donneurs de leçon en matière des droits de l'homme et de démocratie. Nous ne sommes pas dans un sommet empli de bonnes intentions dans une quelconque «république» dirigée depuis des lustres par un général et sa

famille proche. Le Conseil de l'Europe est composé de 47 Etats membres qui ont tous ont aboli la peine de mort. Les États-Unis et le Japon sont des pays observateurs au sein de ce conseil. Les États-Unis et le Japon se retrouvent en fait avec la minorité des pays qui appliquent encore la peine de mort de manière massive. Ce rappel n'est pas pour dire que le débat sur la peine de mort en Algérie doit se poursuivre. Même si le pays est abolitionniste dans les faits, puisqu'un moratoire sur les exécutions est en vigueur depuis 1995, la controverse doit aboutir à quelque chose de plus pérenne. Donc, ce n'est pas le sujet ou, du moins, pas tout à fait.

Il est tout simplement étonnant que des pays parmi les plus avancés en matière de pratique démocratique, même des pays qui propagent la culture de la démocratie, surveillent de près les avancées démocratiques et le respect des droits de l'homme dans d'autres pays, soient ainsi mis au banc des accusés au tribunal des nations civilisées. Pourtant, ce qui se passe aux Etats-Unis est connu mais ne semble pas tenir place dans des arguments quand il s'agit de répondre : «Balayez devant vos portes!». Du moins, on entend peu souvent des hommes politiques dire à la plus grande puissance militaire et économique au monde : «Balayez d'abord

devant vos portes!». Récemment, le département d'Etat US a publié un rapport sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Comme s'il apportait de l'eau au moulin de quelques-uns, ce rapport était présenté comme parole d'évangile. Il n'émanait pas d'une ONG indépendante, de défenseurs acharnés des droits de l'homme, mais d'une administration d'un pays qui est épinglé par ses partenaires pour avoir accusé justement un retard injustifié dans l'abolition d'une des plus infâmes et des plus dégradantes peines qu'une justice moderne puisse encore appliquer.

A. E.

## RAPPEL

## CONTRIBUTION



Bonne gouvernance

# La maîtrise du temps, principal enjeu

**Il est unanimement admis par les analystes sérieux, privilégiant uniquement les intérêts supérieurs de l'Algérie et non la distribution de la rente des hydrocarbures, qu'un changement de gouvernement et de ministres n'apporterait rien de nouveau si l'on maintient le cap de l'actuelle gouvernance politique sans apporter une cohérence et une visibilité à l'actuelle politique socio-économique.**

Par le D' Abderrahmane Mebtoul\*

**S**i ses autres propos du 31 mars 2011 à la télévision algérienne sont déconnectés de la réalité tant nationale qu'internationale, je suis d'accord avec M. le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, sur un point essentiel.

Puisque, selon lui, il ne faut pas changer de système politique, et il ne faut pas changer de personnel politique. Et c'est ce qui se passe en Algérie depuis des décennies. N'avons-nous pas des ministres inamovibles, certains depuis les années 1980, lui-même chef de gouvernement depuis 1995, et un ministre de l'Education, poste névralgique, qui a battu le record mondial, à la même fonction de plus de 16 ans avec un bilan déplorable. Les Algériens voient toujours les mêmes têtes sans bilans avec des permutations perpétuelles, comme si l'Algérie était stérile avec ce discours lassant et qui ne porte plus, on prépare la relève pour la jeunesse. Une personne née en 1962 a aujourd'hui 49 ans et peut être grand-mère ou grand-père. Encore que l'âge n'est pas toujours déterminant mais la mentalité culturelle, pouvant trouver un jeune moulé dans le parti unique plus conservateur qu'un autre ayant dépassé les 60 ans qui prône le changement productif. L'essentiel est d'éviter l'inertie. Or, les enquêtes des instituts de psychologie du travail internationaux montrent clairement que pour les managers économiques (P-DG de grandes entreprises) ou des managers politiques (ministres), qu'au delà de cinq années, pour 75% de cas, 25% étant des femmes ou des hommes exceptionnels- ils deviennent amorphes et incapables d'innovation, avec le risque de s'enfermer d'une cour aussi stérile d'où le danger d'une inertie générale alors que le monde évolue. Cela explique que souvent dans les grands pays démocratiques, on limite les mandats présidentiels à deux. En dynamique, une nation qui n'avance pas recule forcément, la maîtrise du temps étant le principal défi des gouvernants au XXI<sup>e</sup> siècle car nous sommes à l'ère de la mondialisation, contrainte stratégique. Il semble bien que la majorité de nos dirigeants ne tienne pas compte de ce facteur temps, surtout que les réserves d'hydrocarbures -entendu rentables économiquement (cout/prix, concurrence des pays et des énergies substituables)- iront vers l'épuisement dans 20/25 ans au maximum, donc posant la problématique de la sécurité nationale.

## Efficacité gouvernementale et gouvernance renouvelée

Comme analysé dans plusieurs de mes contributions depuis 2000, le gouvernement invoquant la crise économique prône le patriotisme économique. Mais n'y a-t-il pas confusion du fait de l'ancienne culture bureaucratique entre le tout Etat et un rôle plus accrue de l'Etat régulateur stratégique en économie de marché, différence de taille pour toute politique économique fiable devant tenir compte de cette dure réalité, malgré la crise mondiale, d'une économie de plus en plus globalisée. Lorsqu'on sait que l'assainissement des entreprises publiques en Algérie a coûté au Trésor public plus de 50 milliards de dollars entre 1971/2010 et encore 16 milliards de dollars annoncés par le ministre de la Promotion des investissements pour 2011, sans résultats probants, 70% des entreprises publiques étant revenues à la case départ alors que ces montants auraient pu être consacrés à la création de nouvelles entreprises dynamiques de quoi créer tout un nouveau tissu productif et des millions d'emplois à valeur ajoutée. Bon nombre d'institutions internationales avec des classements déplorables entre 2006/2011 qui ne reflètent pas les potentialités énormes du pays. Des experts nationaux ont tous souligné le poids de la bureaucratie, l'instabilité juridique et le

manque de clarté dans les nouvelles dispositions du gouvernement algérien. C'est dans cet esprit sans études d'impact que rentrent les décisions hasardeuses du passage sans transition du Remdoc au Crédoc (crédit documentaire), qui n'ont pas eu d'impact ni sur la traçabilité ( existant déjà au niveau du Remdoc ) ni sur la baisse de la valeur des importations tout en pénalisant la majorité des PMI/PME constituant 90% du tissu productif. Comme la contrainte 51% aux Algériens dans tout projet d'investissement et 70 % des parts algériennes dans les sociétés d'import étrangères, alors qu'il fallait privilégier une balance de devises excédentaires, l'apport technologique et managérial pour un partenariat gagnant-gagnant ce qui a entraîné une chute de plus de 40% des IDE hors hydrocarbures, sans compter les litiges au niveau des tribunaux internationaux, une loi n'étant jamais du point de vue du droit international rétroactive sauf si elle améliore la précédente. Comme il convient de se demander pourquoi ces échecs répétés depuis 2007 aucune grande compagnie étrangère n'a été intéressée par les avis d'appel d'offres de l'Alnaft ( structure dépendante du ministère de l'Energie) pour les gisements d'hydrocarbures, le dernier échec étant l'avis d'appel d'offre de mars 2011 et cela est plus patent pour l'aval c'est-à-dire les segments pétrochi-

malgré des discours que contredisent les pratiques sociales.

## L'impact de la nouvelle donne internationale sur la gouvernance

Ce n'est pas à la population algérienne de changer de comportement mais d'abord à nos dirigeants devant donner l'exemple, qui n'ont pas encore fait leurs mues culturelles, vivant encore à l'ère du parti unique. Or, nous avons deux options : soit satisfaire les appétits partisans par une redistribution passive de la rente en maintenant l'actuel système politique où les partis FLN/RND/MSP représentent moins d'un quart (25%) de la population algérienne en référence aux dernières élections étant d'ailleurs l'ancien parti du FLN des années 1980 éclaté en trois composantes, avec la création de nombreux micro-partis instrumentalisés et de 30 ou 40 ministères sans efficacité réelle, incapables de mobiliser et de sensibiliser, laissant lors d'émeutes les citoyens face aux services de sécurité, qui s'entrechoquent avec des confits de compétences ce qui ne peut que conduire à une déflagration sociale à terme. L'Algérie ne saurait invoquer sa spécificité face au printemps démocratique qui secoue le monde arabe et devrait méditer les nouvelles mutations politiques. Pour éviter les réformes du



miques produits semi-finis et finis répondant aux valeurs internationales dont les parts de marché avec des structures oligopolistiques sont déjà pris au niveau mondial ( amortissement déjà réalisé) où avec les 49/51% il faut s'attendre à aucun investisseur étranger potentiel. Cette situation de changement perpétuel de cadres juridiques démobilisent tant les cadres du secteur économique public que les opérateurs privés nationaux et internationaux montrent clairement la dominance de la vision administrative et non économique liée à l'absence de visibilité et de cohérence dans la démarche de la réforme globale, renvoyant au blocage systémique intimement lié aux aspects de gouvernance (Etat de droit notamment) du fait que l'on ne peut isoler la gouvernance de l'entreprise de la gouvernance globale. C'est que l'Algérie est toujours dans cette interminable transition depuis 1986 vers l'économie de marché, qui doit se fonder sur des mécanismes concurrentiels dans tous les domaines, cohabitant une gestion administrée toujours dominante avec des embryons de libéralisation et le risque de passage d'un monopole public à un monopole privé spéculatif du fait de la non mise en place d'une manière cohérente de mécanismes de régulation nouveaux de marché avec un rôle stratégique de l'Etat régulateur. Comme en témoigne le poids de la bureaucratie, la corruption (renvoyant à la refonte de l'Etat), la léthargie du système financier, l'épineux problème du foncier et enfin l'inadaptation du système socio-éducatif et la dominance des emplois/salaires rentes (dévalorisation du savoir) montrant l'absence d'une politique salariale fondée sur le travail et l'intelligence

régime, certains dirigeants arabes se réfugiant derrière l'islamisme radical, le combat contre le terrorisme et invoquant la main de l'extérieur comme facteur de déstabilisation. Or ce sont des combats d'arrière garde, les occidentaux les ayant abandonnés malgré leur servitude, dans la politique n'existant pas de sentiments mais des intérêts), à l'instar des anciens dirigeants tunisiens, égyptiens et récemment des actuels dirigeants yéménites, syriens et libyens ( pour ce dernier nous n'avons pas besoin de votre pétrole). Avec l'avènement d'Internet qui modifie l'opinion et l'entrée des sociétés civiles, ces discours ne portent plus ce qui préfigure d'ailleurs une reconfiguration des nouvelles relations internationales prenant en compte les exigences de dignité et de liberté au niveau des populations du Sud. Certes le danger extrémiste source d'intolérance est réel mais les grandes puissances ont fait comprendre aux dirigeants arabes ( et à certains dirigeants d'Afrique) qui deviendront à terme de plus en plus minoritaires, se réfugiant derrière le statut quo par le frein à la démocratisation avec une répartition inégalitaire des richesses et la corruption d'une certaine caste, que leurs comportements favorisent le terrorisme et l'islamisme radical et qu'ils en sont en grande partie responsables. Ce n'est pas par philanthropie mais certes pas par des intérêts économiques et voulant éviter que des milliers de jeunes qui rêvent de s'enfuir vers les Etats-Unis, le Canada et l'Europe viennent alourdir leur taux de chômage. Encore que l'exode de cerveaux massifs des pays arabes et l'Afrique est souvent voulu par certains dirigeants, malgré certains discours de propagande à

usage de consommation intérieure envers la diaspora alors qu'ils ne font presque rien pour retenir ce qui reste, vidant leur pays de sa substance.

C'est que l'élite ne peut s'assimiler à un tube digestif mais aspire à conquérir des espaces de liberté par la participation à la gestion de la cité. D'où cette seconde solution, c'est-à-dire privilégier une bonne gouvernance avec la revalorisation du savoir ce qui suppose de profonds réaménagements politiques devant conduire à une transition démocratique, condition de l'efficacité gouvernementale. L'urgence d'approfondir la réforme globale en panne (du fait de rapports de forces contradictoires au sommet du pouvoir qui se neutralisent, renvoyant au partage de la rente) doit reposer sur le travail et l'intelligence afin de redonner une lueur d'espoir, surtout à une jeunesse désabusée en conciliant l'efficacité économique par plus de rigueur budgétaire et la justice sociale. La condition de l'amélioration sociale passe par un retour à la croissance hors hydrocarbures qui reste tributaire d'un certain nombre de conditions :

- La réhabilitation de l'entreprise, la levée des contraintes d'investissement passant par la refonte urgente du système financier, fiscal, douanier, domanial (foncier) et une détermination plus grande par une vision plus cohérente de la réalisation du programme des réformes.

- Sur le plan sociopolitique déterminant, cela passe par une véritable décentralisation, la production d'une culture politique participative, une communication institutionnelle efficiente et l'élaboration d'un nouveau consensus social et politique (ce qui ne signifie aucunement unanimité, signe de la décadence de toute société) permettant de dégager une majorité significative dans le corps social autour d'un véritable projet de société. L'Algérie doit réorienter sa politique socio-économique, l'actuelle étant ruineuse pour le pays avec la dominance de la dépense publique dans les infrastructures

( 70%) souvent mal faite alors quelle n'est qu'un moyen de développement et des rentes aux dépens du travail. Il s'agit d'assurer un minimum de cohésion sociale tant spatiale qu'entre les catégories socioprofessionnelles (cette injustice qui devient criarde, un Etat riche mais une population de plus en plus pauvre) et s'adapter aux enjeux de la mondialisation, l'espace euro-méditerranéen et arabo-africain étant notre espace naturel, surtout que la crise mondiale actuelle préfigure d'un bouleversement géostratégique et économique. Cette adaptation est inséparable d'un Etat de droit et de la démocratie tenant compte de notre anthropologie culturelle, du respect du droit de l'homme, de la promotion de la condition féminine. L'Algérie a toutes les potentialités pour devenir un pays pivot, conditionné par plus de réformes maîtrisées, pour une dynamisation de la production et des exportations hors hydrocarbures. C'est que les observateurs neutres, tant nationaux qu'internationaux, tendent vers ce constat : le système algérien est bloqué avec une concentration excessive du revenu au profit d'une minorité rentière, que l'on voile par de l'activisme et des dépenses monétaires sans se préoccuper des impacts, car aucun bilan réel n'a été fait à ce jour. On a l'impression que le pouvoir actuel, face aux bouleversements mondiaux et les tensions qui touchent tous les secteurs en même temps, est tétanisé et en panne d'imagination. Or, à vouloir perpétuer des comportements passés, on ne peut aboutir qu'à une vision périmée avec le risque de névrose collective et d'une déflagration sociale.

\* Expert International

Elle est chef d'entreprise ou chauffeur de bus

# La femme représentera 40% de la population active en 2020

Le rôle de la femme algérienne ne se limite plus à l'exécution des tâches ménagères et à la procréation, elle a investi des domaines considérés jusqu'à présent l'apanage de l'homme. Aujourd'hui, la femme algérienne est aussi dans la portion active.



Par Tassadit Salli

Elle est médecin, chef d'entreprise, enseignante et même chauffeur de bus. Demain, la femme algérienne représentera plus de 40% de la population active contre 15% actuellement. Selon les perspectives du ministère de la Famille et de la Condition féminine, la femme représentera plus de 40% de la population active en Algérie d'ici à 2020. Ce résultat est dû, explique-t-on au ministère, grâce aux politiques et mesures adoptées pour la promotion du rôle de la femme. Plusieurs études sur la composante de la famille et l'intégration de la femme à la vie socio-économique ont révélé les priorités à inscrire en vue de relever les défis dans le cadre de la stratégie nationale de la famille. Parmi ces défis, il a été signalé la nécessité de définir les choix et options ainsi que les mesures à même d'assurer une meilleure prise en charge de la famille et de réaliser les résultats escomptés. Dans ce contexte, il a été rappelé que la stra-

tégie nationale de la famille visait à ancrer l'esprit de citoyenneté chez les générations montantes et de mettre en exergue les aspects positifs des réalisations accomplies dans divers domaines. Parallèlement à cela, les statistiques des différents dispositifs mis en place pour la création d'emplois confortent cette thèse. Selon les dernières statistiques de l'Agence nationale de gestion de micro-crédit (Angem), sur plus de 197 000 entreprises créées, 60% sont réalisées par des femmes, soit 117 441 micro-entreprises. Elles activent dans des domaines allant de l'artisanat à la construction et les travaux publics, en passant par l'agriculture. Il a été relevé que «178 876 micro-activités ont été réalisées par un financement mixte (Angem-Promoteur), alors que seulement 18 184 micro-activités ont été créées par le financement triangulaire (Angem-Banque-Promoteur)». Le taux de remboursement de micro-crédits «avoisine les 80%», dont la majorité sont des crédits remboursés par les

femmes, a-t-on noté. Renforcer le plan de formation des promoteurs dans le cadre des actions de l'accompagnement et proposer la révision des textes réglementaires régissant le dispositif, notamment ceux relatifs au montant des prêts et les formules de financement, sont aussi inscrits dans les perspectives de développement de l'Angem, a-t-on souligné. Dans ce même sillage, notons que plus de 100 000 femmes diplômées du secteur de la formation professionnelle ont bénéficié de micro-crédits pour créer des petites entreprises et 240 000 femmes au foyer avaient bénéficié de programmes de la formation professionnelle depuis 2004. Parmi ces 240 000 femmes, 120 000 ont bénéficié d'un micro-crédit auprès de l'Agence nationale de gestion de micro-crédit (Angem) pour la création d'une micro-entreprise. Par ailleurs, le ministère de la Formation professionnelle encourage la tenue de rencontres, qui constituent un espace d'échanges entre les différentes parties concernées pour examiner les questions

relatives à cette catégorie, notamment la femme au foyer et la femme rurale, pour dégager des recommandations à même d'accompagner la femme et lui assurer une meilleure insertion socioprofessionnelle. D'un autre côté, des responsables du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ont estimé qu'un pas important avait été enregistré dans le cadre de l'emploi de la femme, rappelant l'enquête de l'Office national des statistiques (ONS) qui a révélé que la femme représentait 16% de la population active, soit 1 480 000 femmes dont la majorité travaillent dans les secteurs de la santé, l'éducation et l'administration. Concernant les mesures accordées par la tutelle en faveur des femmes, il a été dit que parmi les 273 000 demandeurs d'emploi installés en 2010, 121 000 sont des femmes.

T. S.

## Création de postes d'emploi 200 projets seulement enregistrés par des femmes



LE NOMBRE de projets créés par des femmes, à Constantine, dans le cadre du dispositif de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), demeure «loin des attentes», a estimé une représentante de cette Caisse. M<sup>me</sup> Assia Boudraa, chargée d'études à la CNAC, a précisé dans ce contexte que 200 projets seulement ont été créés par des femmes à Constantine, depuis la mise en œuvre de ce dispositif en 2005. Un chiffre qui reste «bien en-deçà des prévisions», a-t-elle ajouté. Elle a souligné que sur 1 731 femmes ayant manifesté le souhait de créer une activité, 477 seulement ont déposé des dossiers. Le «manque d'esprit d'initiative» et une «appréhension vis-à-vis des banques», constituent les principaux facteurs entravant l'implication de la femme dans la vie socio-économique, selon cette responsable. La mise en valeur du rôle de la femme algérienne dans le développement économique, la valorisation des efforts de l'Etat en faveur de la promotion de la femme à travers les différents dispositifs de formation, de soutien et d'accompagnement, afin de les intégrer dans les activités économiques locales et régionales, ainsi que l'écoute des préoccupations, des attentes et des contraintes des jeunes filles, notamment celles au foyer et en milieu rural, sont les objectifs à atteindre dans ce secteur. Nadia Loudjertni, secrétaire générale du bureau de Constantine de l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes) a souligné, de son côté, la nécessité de conjuguer les efforts de tous afin que la femme, notamment rurale, soit plus active et s'intègre dans la vie socio-économique. «Les statistiques dont nous disposons attestent que 15%, soit 1,4 million, sur les 9 millions de travailleurs en Algérie, sont des femmes, ce qui est loin d'être négligeable» a-t-elle estimé. Des représentantes des différents dispositifs de soutien à l'emploi ont rappelé les mécanismes mis en place par l'Etat en vue de permettre aux femmes de participer activement au développement et de créer leurs entreprises.

Médaillée de la FAO

## Nadia Benakli, un modèle de réussite

SA DÉTERMINATION, son courage et sa volonté de réussir ont payé. Après l'entrée en activité de son entreprise, elle a reçu une distinction internationale. Une distinction qui a couronné sa vie professionnelle. Elle, c'est une chef d'entreprise. Son dévouement et son abnégation pour son métier lui ont valu la reconnaissance de la prestigieuse organisation mondiale la FAO (Food and Agriculture Organization). En 2010, elle a remporté une médaille d'argent de la FAO grâce à son micro-projet d'industrie de pâtes alimentaires traditionnelles qu'elle a pu réaliser à travers un micro-crédit dont elle a bénéficié dans le cadre des différents mécanismes de l'emploi. Du haut de ses 57 ans, elle a pu, grâce à sa

détermination, réaliser son projet à travers un financement triangulaire (la banque-l'Agence nationale de gestion de micro-crédit et le promoteur) en dépit des difficultés rencontrées. Après avoir bénéficié d'un micro-crédit d'un montant de 400 000 DA en 2008, elle est arrivée à lancer son projet qui consiste en la préparation de différentes sortes de couscous. Fière d'avoir décroché cette médaille d'argent de la FAO en 2010, cette chef d'entreprise a indiqué qu'«elle n'avait jamais pensé recevoir un jour une distinction internationale», ajoutant que cet hommage était «le fruit de ses efforts et son dur labeur». «J'ai relevé le défi pour réaliser ce projet et assurer un revenu à ma famille», a tenu à souligner cette mère

de quatre enfants. Son intérêt pour le couscous, une spécialité transmise de mère en fille dans la région, dénote de son souci de préserver ce plat traditionnel très prisé par les familles algériennes en différentes circonstances. Couscous de blé, d'orge, de maïs, de riz ou de gland pour ceux qui suivent un régime alimentaire, elle excelle dans la préparation de ces différents produits de semoule roulée. Cette promotrice a pu également, grâce à la qualité de son travail et sa persévérance, imposer ses produits sur les étals des denrées alimentaires, contribuant ainsi à la création de 21 emplois au profit de femmes au foyer et 6 autres au siège de sa micro-entreprise.

T. S.

# DES FAITS ET DES DIRES

Par Razane Hadj

## CITATION DU JOUR

«Et s'il n'y avait jamais d'accidents dans notre vie ? Si tout, absolument tout, avait une signification ? Si le hasard n'était qu'une illusion ?»

Fernand Ouellette

### Chiffres à retenir

## 200 000

Près de 200 000 personnes sont affectées, en Algérie, par la maladie d'Alzheimer qui se manifeste vers l'âge de 60 ans par des troubles de la mémoire et cognitifs progressifs. Dans ce cadre, un colloque national est prévu jeudi prochain à Oran pour parler de la protection sociale et juridique des personnes atteintes par cette pathologie.

## 2,46 millions

Seulement, 2,46 millions de tonnes de marchandises y ont été traitées, contre 3,58 millions antérieurement au port de Béjaïa. Une baisse qui a affecté autant les importations que les exportations.



### Coopération parlementaire algéro-française La longue visite de Derosier

Le président du groupe parlementaire d'amitié algéro-française, Bernard Derosier, est en visite à Alger depuis dimanche dernier. Il a été reçu en premier par Seddik Chihab, vice-président de l'Assemblée populaire nationale mais ce n'est pas tout. Le responsable français a eu aussi des entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, puis le ministre de l'Industrie, Mohamed Benmeradi qui est depuis hier à Paris et enfin le ministre des Transports, Amar Tou. Des entretiens marathoniens en 48 heures. M. Derosier veut un rôle plus important des députés dans le renforcement des relations entre les deux pays. Mais, pourront-ils dépasser les divergences des hauts responsables ?



### Prix du pain La baguette à 10 DA, M. Benbada

Il y a quelques jours, le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, avait déclaré que le prix du pain qui est à 7,50 DA n'augmentera pas. Une déclaration faite suite à une rencontre avec la Fédération des boulangers qui avait menacé d'entrer dans une grève illimitée. Hélas, ce n'est pas vrai, il y a des boulangeries au niveau des localités de la capitale qui vendent la baguette de pain normal à 10 DA. Une situation qui n'est pas nouvelle mais qui se propage de jour en jour. Donc, il faut que le ministre achète lui-même son pain pour connaître son prix.

## Commission constitutionnelle Saïd Bouchaïr candidat



La commission constitutionnelle qui aura pour mission l'élaboration des propositions pour une prochaine révision de la Constitution aura besoin d'un président qui sera un homme de droit constitutionnel. Dans ce cadre, une liste portant plusieurs noms est sur le table du président de la République Abdelaziz Bouteflika. A ce propos, le nom de Saïd Bouchaïr aurait été proposé.

Il est à rappeler que M. Bouchaïr avait présidé le Conseil constitutionnel, la

Commission nationale politique de surveillance des élections législatives (CNPSEL) lors des législatives de 2007. A l'époque, une polémique a éclaté à cause d'une lettre qu'il a adressée au Président Bouteflika portant sur des dépassements constatés lors de ces échéances.

Malgré cet «incident», certains observateurs n'écartent pas sa convocation par le chef de l'Etat pour présider la commission constitutionnelle.



### Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur

«La situation sécuritaire aux frontières est suivie et contrôlée. Des moyens importants ont été mis en place le long des frontières du Sahel, pas nécessairement à cause de la situation qui prévaut en Libye. Bien avant cela, nos services de sécurité ont renforcé leur implantation aux frontières Sud. Ils ont augmenté leur présence à la frontière libyenne longue de plus de 1000 km. Là aussi, un effort a été fait. Je pense qu'il donnera des résultats».



### Education nationale Le destin de Benbouzid avec la protestation

Le ministre de l'Education nationale, Boubekur Benbouzid qui a accepté le recrutement des enseignants contractuels, affronte une autre catégorie de protestataires. Il s'agit des candidats qui ont réussi aux concours de recrutement. La tutelle a affiché depuis septembre dernier la liste des admis qui ont été convoqués à des stages de formation mais jusqu'à présent aucun d'eux n'a été appelé pour rejoindre son poste de travail. Une situation qui a poussé ces candidats à s'inquiéter de leurs postes qui seront probablement attribués aux contractuels depuis la décision prise le 28 mars dernier. Il fallait y penser avant M. le ministre ! Par ailleurs, la protestation dans ce secteur n'en finit pas puisque les enseignants du secondaire au Sud ont entamé une grève depuis mardi dernier.

### Bensalah et le discours de Bouteflika

## Une réaction, cinq jours après



Le bureau du Conseil de la nation a attendu cinq jours pour exprimer sa réaction au discours du président de la République, prononcé vendredi dernier.

Le bureau ne pouvait réagir qu'après avoir tenu une réunion présidée par Abdelkader Bensalah, président de la

chambre haute du Parlement. Dans un communiqué rendu publi mardi, cette instance a exprimé sa «profonde satisfaction des mesures annoncées, faisant part de sa disposition à participer à toutes les démarches à même de garantir leur succès».

### Il présentera son livre le 26 avril

## La révolution tunisienne inspire Soltani

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Bouguerra Soltani, est marqué par les événements en Tunisie ou ce qu'on appelle «la révolution du Jasmin». Le patron du MSP a écrit un livre dans lequel il revient sur ce qui se passe dans le monde arabe. Un livre qu'il a intitulé «Système face à l'orage». Dans ce livre, l'auteur

analyse l'expérience tunisienne et parle de «la malédiction de la présidence à vie et la corruption officielle». Une présentation avec vente-dédicace sera organisée le 26 avril au palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger. Une occasion pour Soltani d'être médiatisé un peu au moment où il est lâché par ses alliés de l'Alliance présidentielle.





# AFRICAINES

Nigeria

## Des dizaines de morts et plus de deux cents blessés dans les violences post-électorales

Les violences post-électorales dans le nord musulman du Nigeria se sont poursuivies dans la nuit de lundi à mardi, faisant encore plusieurs victimes, a indiqué la Croix-Rouge. Le nombre de blessés par balle, par machette ou ayant reçu des coups est passé de 276 à 362, a ajouté la Croix-Rouge. «Un calme relatif» a marqué l'après-midi de la journée de mardi mais la situation demeure précaire dans les 14 Etats où les violences se sont déclarées, ont rapporté les médias locaux.

Par Lyes Menacer

Les troubles survenus dans le Nord ont déjà provoqué le déplacement d'au moins 15 000 personnes, toujours selon la Croix-Rouge. «La colère monte chez ces déplacés car aucun secours ne leur parvient», a ajouté cette organisation humanitaire qui craint une aggravation de la situation si les autorités n'interviennent pas pour calmer les esprits.

Les violences ayant secoué plusieurs Etats du nord du Nigeria ont débuté dimanche soir après l'annonce des résultats de la présidentielle du 12 avril qui ont donné une

large victoire au président sortant Goodluck Jonathan, un chrétien du Sud qui avait pris les destinées du pays au lendemain de la mort du chef de l'Etat nigérian Umaru Yar'Adua, le 5 mai 2010. M. Jonathan a obtenu 22 millions de voix, soit 57% des suffrages exprimés, remportant ainsi une victoire contestée par les partisans de son rival Muhammadu Buharu, un musulman du Nord, qui n'a obtenu que 12 millions de voix, soit un taux de 31%.

Celui-ci a déclaré qu'il y a eu fraude, notamment dans le sud du pays où les partisans du président sortant sont accusés d'avoir eu recours à un bourrage massif des

urnes. M. Jonathan est sorti victorieux dans 32 des 36 Etats que compte la Fédération, selon les résultats partiels publiés lundi. Le président sortant s'est présenté en tant que candidat du Parti démocratique du peuple (PDP) et a remporté plus de 25% des suffrages dans plus de deux tiers des 36 Etats, condition nécessaire pour être déclaré vainqueur dès le premier tour.

La proclamation de ces résultats, bien qu'attendus par les analystes, a donné lieu à des manifestations dans plusieurs Etats du Nord, notamment à Gombe, Kano (principale ville du Nord), Kaduna, à Sokoto et à Jos (ville qui marque



la frontière entre le Nord et le Sud). «J'apprends avec peine l'éruption de la violence dans quelques parties du Nord à la suite de l'annonce des résultats de l'élection et les attaques contre des églises et des chrétiens», a déclaré hier M. Buhari à la chaîne britannique BBC, appelant «le peuple à rester calme et à respecter la loi».

Le président Jonathan avait lancé lundi dernier un appel à l'unité, tendant la main à ses rivaux qu'il considère comme «non pas comme des opposants, mais des partenaires». Son appel sera-t-il entendu pour éviter au Nigeria un scénario semblable à celui de la Côte d'Ivoire ?

L. M.

## Feuille de route chargée pour Goodluck Jonathan

Par Julie Vandal

Le nouveau mandat du président du Nigeria, Goodluck Jonathan, a débuté par des violences qui ont mis en exergue les divisions ethniques et religieuses du pays. Au-delà de ces troubles, de nombreux défis attendent le chef de l'Etat réélu le 18 avril. Si le relatif bon déroulement du scrutin des récentes élections présidentielles au Nigeria avait un goût de miel, les violences qui ont éclaté bien avant la proclamation des résultats définitifs se sont chargées de rappeler au président élu, Goodluck Jonathan, que l'agenda qui l'attend pour ces quatre prochaines années est chargé. Le dossier prioritaire est celui de l'unité du Nigeria. Bien que les divisions ethniques et religieuses soient intrinsèques à l'histoire du pays, ce scrutin présidentiel a accentué les frustrations politiques et creu-

sé un peu plus les rancœurs entre un Nord musulman sous-développé et un Sud chrétien qui regorge de ressources naturelles. Au-delà, le président nigérian devra s'atteler au problème de la sécurité. La région centrale de Jos est en effet régulièrement troublée par des affrontements interconfessionnels, le nord-est est le théâtre d'assassinats perpétrés par de présumés membres de la secte islamiste Boko Haram. Quant au calme dans la région pétrolière du delta du Niger, il n'est que très précaire. Autres grands défis : la lutte contre la corruption galopante, l'amélioration des routes et du système scolaire ainsi que le règlement crucial de la production électrique. En dépit des 16 milliards de dollars dépensés depuis 1999 par les autorités, la fourniture en électricité est en effet toujours aussi irrégulière.

J. V.

Sénégal

## Wade : «Le continent est marginalisé, malgré ses potentialités»

Par Abdou Wélé

L'Afrique «continue à être marginalisée», malgré ses potentialités pour faire de l'agriculture avec une superficie qui représente 22% des terres de la planète, a déclaré lundi à Dakar, le chef de l'Etat sénégalais, M<sup>e</sup> Abdoulaye Wade. «L'Afrique a des avantages. On compte sur notre superfi-

cie 30 millions de km<sup>2</sup> qui représentent 22% des terres de la planète. L'Afrique a donc les possibilités de terres pour faire beaucoup d'agriculture», a dit M<sup>e</sup> Wade.

Il présidait l'ouverture des travaux de la deuxième édition du forum international Dakar Agricole en présence du président sierra léonais Ernest Bai Koroma. Abdoulaye Wade a toutefois précisé que «cela (les terres culti-

vables) ne suffit pas. Il y a bien entendu autre chose et nous continuons à être marginalisés». Plus de 500 participants dont des chefs de gouvernement, des ministres de l'Agriculture, des d'experts, des chercheurs, des universitaires et acteurs du monde rural de nombreux pays africains, ont pris part à la rencontre. Selon M<sup>e</sup> Wade, l'Afrique est «marginalisée dans un monde où près de 3 mil-

liards d'individus ne reçoivent que 1,2% des revenus de la planète et où 1 milliard d'habitants des pays riches partage l'essentiel des revenus et nous le reste. Donc, les inégalités sont partout». Il a en outre préconisé l'institution «d'une gouvernance mondiale de l'agriculture» pour que «les efforts consentis» dans ce secteur aboutissent à des résultats.

A. W.

Niger

## Le pays aura son autonomie énergétique en 2012



Par Moussa Bamileké

Le Niger aura son autonomie en pétrole et en gaz en 2012, a déclaré hier à Niamey l'ambassadeur de la Chine, Xian Huan, à l'issue d'une audience avec le président Mahamadou Issoufou. Une société chinoise, China National oil and gas exploration and development Corporation (CNPC), exploite

le pétrole nigérian au niveau du gisement d'Agadem, dans la région de Diffa, dans le nord-est du pays. «Au niveau d'Agadem, les travaux de la première phase sont terminés avec la réalisation de 50 forages et les équipements de surface entre Agadem et la raffinerie de Zinder, à une distance de 460 km», a déclaré le diplomate chinois. S'exprimant devant la presse, il a précisé que les pipelines sont soudés, installés et enterrés, soulignant que les travaux à la raffinerie de Zinder sont réalisés à plus de 72 pour cent. «Si des solutions sont trouvées rapidement aux enjeux qui persistent, les travaux finiront en juin prochain et le Niger aura son industrie pétrolière», a affirmé M. Huan. Selon les premières estimations, les réserves prouvées d'Agadem atteignent 324 millions de barils, tandis que la capacité de la raffinerie de Zinder est évaluée à 20 000 barils par jour.

M. B.

Ouganda

## Arrestation des principaux dirigeants de l'opposition

Par Robert Besoro

Pour la troisième fois depuis une semaine, la police ougandaise a arrêté lundi 18 avril 2011 les principaux dirigeants de l'opposition. Elle tente ainsi d'étouffer des «marches» contre la vie chère qui ressemblent chaque jour un peu plus à des manifestations d'hostilité au régime.

Cette fois, les dirigeants de l'opposition n'ont pas pu marcher longtemps : le colonel Besigye, qui dirige la puissante coalition appelée Forum pour le changement démocratique (FDC), a été arrêté sans ménagement par des hommes en civil, à l'aube, alors qu'il venait de sortir de son domicile. Il en est de même pour le président du Parti démocratique, Norbert Mao, populaire dans le nord du pays qui

sort à peine d'une longue guerre civile. Mais alors que le premier a été libéré quelques heures plus tard sous caution, le second a été emprisonné.

Au total, une trentaine de membres de l'opposition qui tentaient de participer lundi 18 avril à une nouvelle marche de contestation contre l'inflation et la vie chère ont été interpellés. Ces arrestations ont déclenché des émeutes dans plusieurs villes du pays et la police a encore une fois réagi avec brutalité. Les leaders de l'opposition tiennent pour la plupart le leader indien Mahatma Gandhi comme étant un modèle. Ils entendent répéter ces marches pacifiques à intervalles réguliers, chaque lundi et chaque jeudi.

R. B.

Syrie

# La répression brutale renforce la contestation

Les manifestations du 17 avril et les affrontements sanglants avec les forces de l'ordre, au lendemain des promesses de réformes annoncées par le président Bachar El-Assad, montrent que le régime a perdu toute crédibilité, souligne le quotidien libanais «L'Orient-Le Jour».



Les funérailles d'un manifestant tué à Baniyas, le 12 avril 2011

Nagib Aoun | L'Orient-Le Jour

Est-il déjà trop tard ? Trop tard pour calmer le jeu, pour rétablir les ponts coupés, une confiance ébranlée parce que fondée sur des mensonges répétés ? De toute évidence, les promesses que Bachar El-Assad a faites solennellement le 16 avril ne suffisent plus,

ne convainquent plus.

S'il a été question d'une prochaine levée de l'état d'urgence, une loi honnie qui a fait de la Syrie une grande prison, rien n'a été dit sur l'appareil sécuritaire, coupable des pires abus, des vilénies les plus abjectes, aucune condamnation n'a été exprimée concernant les agissements des sbires de cette machine infernale, ceux qui

torturent les détenus, tabassent les manifestants, piétinent les contestataires menottés et jetés à terre pour avoir osé défendre leur dignité.

Rien n'a été dit sur la nécessité d'une loi sur le multipartisme qui abolirait l'exclusivité dont se prévaut le parti Baas et mettrait un terme à la corruption générée par le monopole du parti unique. Pour

Bachar El-Assad, cette question est, bien sûr, trop délicate pour être réglée dans l'immédiat «l'avenir du pays devant en dépendre». Celui du pouvoir en place aurait-il dû précéder...

Est-il donc trop tard pour une transition tranquille, une évolution vers un début de démocratisation à laquelle s'attellerait le régime baasiste, comme l'a promis le président syrien ? Pour les dizaines de milliers de manifestants qui continuent de crier leur soif de liberté, de Deraa à Soueyda, de Baniyas et Homs à la proche banlieue de Damas, la réponse est venue le 17 avril, incisive, radicale: le régime a perdu toute crédibilité et n'est pas en mesure de satisfaire les revendications populaires.

De l'exigence de réformes dans toutes les institutions de l'Etat à celle d'une liberté totale qui permettrait aux citoyens de s'exprimer haut et fort sans craindre les foudres des services sécuritaires, les manifestants sont passés ces derniers jours à un pic dans leurs revendications : la chute du régime. Une exigence qui n'est que le résultat de la répression dont ils ont été victimes depuis le déclenchement du mouvement [le 15 mars] et qui rend, maintenant, toute possibilité de dialogue aléatoire, pour ne pas dire impossible.

De la Tunisie à l'Egypte, du Yémen à la Syrie, les pouvoirs en place, autant autoritaires que

sourds aux revendications légitimes de leurs peuples, n'ont jamais saisi à temps la perche qui leur a souvent été tendue, celle qui leur aurait permis de s'en aller dans la dignité ou d'enclencher un changement radical dont ils auraient pu être les parrains. Moubarak, aujourd'hui, attend d'être jugé, Ben Ali se terre quelque part dans la région du Golfe, et Ali Saleh compte les heures qu'il lui reste à vivre dans son palais avant l'inévitable exil...

Quid de la Syrie ? A la répression brutale, meurtrière, exercée à l'encontre des manifestants au lendemain même du discours «apaisant» de Bachar El-Assad, ne peut désormais répondre qu'un mouvement de protestation encore plus large, encore plus déterminé. Quand le sang coule en abondance, les appels au calme ne peuvent que se perdre dans le tumulte et le vacarme de la révolte.

Un engrenage inévitable que les allégations sur des complots externes et des conspirations d'organisations terroristes pourraient difficilement freiner, tant la ficelle est grosse. La vague contestataire n'est venue ni de Beyrouth ni de Bagdad ou de Amman, elle a surgi du cœur de la Syrie, d'une population longtemps muselée qui ne demande qu'une chose : la liberté, synonyme de dignité retrouvée. L'appel, de toute évidence, n'a pas été entendu...

Yémen

## Une opposition désunie

Les manifestants des différentes villes du Yémen réclament à l'unisson le départ du président Ali Abdullah Saleh. Une solidarité de façade qui cache de profondes disparités et des objectifs divergents.

Haley Sweetland Edwards | The New Republic

En cette après-midi pluvieuse, une manifestation antigouvernementale se déroule dans la capitale yéménite, face à l'université de Sanaa. Un vieil homme portant une longue tunique blanche serrée à la taille par une ceinture où est accrochée sa djambia [le poignard traditionnel que portent presque tous les hommes] danse main dans la main avec un jeune homme en jean serré et veste kaki qui évoque plus le monde des bobos new-yorkais que celui des tribus de la péninsule arabique. Les pieds nus, les deux hommes font de petits cercles en sautillant sur l'asphalte poussiéreux, les épaules couvertes du drapeau tricolore du Yémen. Le vieil homme dessine des cercles dans l'air humide avec sa djambia tandis que le jeune, qui n'a pas d'arme, agite une petite fiche rouge à la manière d'un arbitre, symbole évident pour quiconque connaît le langage universel du football. «Red card ! [Carton rouge !]», crie-t-il en anglais. «Ali Abdullah Saleh, dégage !»

J'ai été expulsée du Yémen en mars avec d'autres journalistes étrangers. Pendant la période où j'y ai vécu (près d'un an en tout), j'ai parfois eu du mal à considérer ces 24 millions d'habitants comme formant un seul et unique pays. Voilà trente-trois ans qu'Ali Abdullah Saleh règne sur le pays en jouant

les uns contre les autres, en armant les tribus rivales et en jetant de l'huile sur le feu des conflits locaux. Mais le Yémen post-Saleh devra tant bien que mal se construire sur ces cultures et ces forces politiques extrêmement divergentes.

Comme en Egypte et en Tunisie, les manifestations ont été déclenchées par de petits groupes de jeunes gens venus essentiellement de villes de l'ouest du pays, comme Taizz, Aden et Sanaa, mécontents et se sentant ostracisés par la corruption et la stagnation économique favorisées par le gouvernement de Saleh.

Nombre des jeunes manifestants que j'ai rencontrés redoutent que leur mouvement ne soit exploité par des islamistes ultraconservateurs – et plus précisément par le parti Al-Islah, les tentaculaires organisations salafistes et des hommes politiques, chefs tribaux et militaires de haut rang proches de leur pensée. Il faut également compter au Yémen sur une autre grande force, celle des puissantes tribus qui depuis des décennies vivent grâce à un système clientéliste parfaitement huilé. A son heure de gloire, Saleh offrait aux grands cheikhs de grosses sommes d'argent, des voitures et des armes – sans oublier, de temps à autre, une école ou une route goudronnée dans leur région – pour récompenser leur fidélité. Un système qui a plutôt bien fonctionné jusqu'à ces dix dernières années. Mais les caisses de Saleh se sont vidées. Les grands cheikhs yéménites pourraient ainsi voir d'un bon œil l'arrivée d'un nouvel homme fort plus riche avec qui ils pourraient maintenant traiter. «Il est toujours dans l'intérêt des tribus d'avoir un dirigeant soumis à leurs desiderata», souligne Abdul Ghani Al-Eryani, un analyste politique yéménite. «Il ne fait aucun doute que les tribus n'attendent pas une démocratie qui les mettrait sur un pied d'égalité avec les autres Yéménites.»



Des manifestants crient des slogans anti-gouvernement, à Sanaa, le 11 avril 2011

Mais il faut aussi compter avec les petits cheikhs tribaux, comme Nasser Saber, 27 ans, venu du gouvernorat de Marib [centre-ouest du pays], une région riche en gaz mais formée surtout de villages pauvres, souvent pas même connectés au réseau électrique. La justice est dispensée ici par un conseil des sages qui applique un code mêlant traditions tribales ultraconservatrices et charia. J'ai fait la connaissance de Nasser Saber dans un salon de thé sans prétention situé à une rue du centre des manifestations. Il est venu à Sanaa au nom de la démocratie, mais sa véritable priorité est de fournir à son peuple les services dont il a besoin. Il partage certaines idées avec le mouvement de la jeunesse yéménite, mais aussi avec de puissantes factions islamistes de l'opposition.

Des divisions régionales parcourent également le Yémen. C'est particulièrement notable dans le Sud, où le contrôle des tribus est moins fort : cette région fut une république socialiste indépendante jusqu'à son unification avec le Yémen du Nord, dirigé par Saleh, en 1990. Pour les personnalités politiques du Sud, il sera difficile de for-

mer un gouvernement avec des chefs tribaux et des islamistes [qui ont été chargés en 1994 par Saleh d'écraser brutalement la nouvelle tentative de sécession du Sud]. Pour compliquer les choses, l'ennemi juré des Yéménites du Sud, Al-Ahmar [à la tête de la coalition de tribus la plus puissante du pays], a publiquement rallié l'opposition en mars.

Mais l'acteur le plus imprévisible de ce jeu déjà complexe est sans doute Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), l'une des branches régionales les plus puissantes de l'organisation terroriste internationale. A Sanaa, certains jeunes militants aiment se retrouver dans un café chic doté d'un jardin clos où s'épanouissent les bougainvillées. J'y ai passé une après-midi avec Sarah, 23 ans, couverte d'un hidjab bleu. Elle m'a demandé de taire son nom de famille afin de se protéger et de protéger ses proches. Sarah est diplômée de sociologie et cite Winston Churchill dans sa défense d'une société libre. Comme bien d'autres jeunes Yéménites, elle se méfie des responsables religieux islamistes et des membres de tribus qui se sont ralliés à la cause de la jeunesse. «Les tribus ont pour seules motivations le sang, la vengeance et le pouvoir, c'est tout, estime Sarah. Nous nous battons pour la démocratie aux côtés de gens qui n'y ont aucun intérêt.»

Libye

# Un terrain de rivalités entre la France et la Turquie

**L'activité diplomatique d'Ankara dans le monde arabe est une source de tensions avec Paris, qui tente de son côté de jouer un rôle-clé dans les pays du bassin méditerranéen. La crise libyenne en est encore un exemple.**

Sami Kohen | Milliyet

Les derniers événements en Libye ont permis à la France, qui était en quête d'un rôle régional, de se distinguer. L'intérêt manifesté par la France pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient et les initiatives qu'elle a prises dans cette région la placent dans une situation de rivalité avec la Turquie, qui s'efforce également de mener une politique entreprenante dans la région. L'ambition des Nicolas Sarkozy de faire de la France une puissance mondiale est la motivation principale qui a poussé Paris à passer rapidement à l'action dès le début des troubles en Libye et à intervenir militairement en convainquant la Grande-Bretagne de l'accompagner. Cette attitude s'explique aussi par la discrétion – voire le profil bas – adoptée par les Etats-Unis face à la crise libyenne et aux événements qui secouent le monde arabe, en opposition avec leur interventionnisme d'antan. Cette situation a créé un vide politique dans la région. C'est dans ce contexte que Sarkozy a adopté une position très claire contre le régime de Kadhafi, comme par la suite en Côte d'Ivoire, et qu'il a lancé les attaques aériennes avec la Grande-Bretagne.

Cet ardent désir d'étendre sa zone d'influence n'est pas nouveau chez Sarkozy. En effet, à peine devenu président de la République, il avait déjà lancé le projet d'Union pour la Méditerranée (UPM). Ankara avait alors accueilli assez froidement ce projet qu'elle considérait surtout comme un moyen pour Sarkozy de détourner la Turquie de son dessein européen. Il y a encore d'autres exemples: ainsi, lorsque la Russie est



intervenu militairement en Géorgie, Sarkozy s'est impliqué dans le dossier caucasien et a pris des initiatives en direction de Moscou et de Tbilissi. A la même époque, le Premier ministre turc Erdogan s'était engagé de la même façon sur le même dossier. Notons également que les démarches de Sarkozy vis-à-vis de la Syrie et du Liban ont coïncidé avec les efforts de médiation menés là aussi par Erdogan. Idem par rapport à Gaza.

Comme précisé plus haut, la retenue des grands pays, et en particulier des Etats-Unis, face au mouvement populaire en Libye a donné à la diplomatie française l'occasion de remplir un vide. Après l'Irak et l'Afghanistan, les Etats-Unis ne veulent plus prendre de risques et préfèrent rester en retrait, tout en indiquant la direction à suivre. L'Union européenne, avec d'importants Etats membres tels que l'Allemagne, garde ses distances vis-à-vis du contexte libyen et se contente de paroles. La Ligue arabe a joué un rôle limité dans le vote

de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, sans plus. L'Union africaine a bien tenté une médiation, mais sans grand succès. La Russie, quant à elle, ne se mêle pas de ces affaires. Enfin, des acteurs régionaux comme l'Irak et l'Arabie saoudite ne jouent aucun rôle en Libye. Ils sont surtout actifs dans la région du Golfe.

Dans ce contexte, la Turquie, en tant qu'Etat de la région s'intéressant de près au monde arabe, mène une intense activité diplomatique et sort vraiment du lot. Mais la France, qui se présente également comme un pays méditerranéen, tente aussi de jouer un rôle-clé au niveau régional. Cette rivalité suscite parfois des tensions entre les deux pays du fait de l'opinion négative de Sarkozy vis-à-vis de la Turquie et de la mauvaise humeur réciproque de celle-ci à l'égard de la France. Pourtant, plutôt que de s'affronter, les deux pays pourraient créer un espace de coopération qui profiterait alors à tous.

## Les «salafistes» d'Al Qaïda/Cia/Mossad ont tué Vittorio Arrigoni

**LA SENTENCE DE MORT** émise par le Mossad à l'encontre de Vittorio Arrigoni depuis «Plomb durci» a finalement été exécutée. Vittorio, à la différence d'autres militants britanniques, français, ou autres, était le seul italien témoin de «Plomb durci»: il avait vu trop de choses, il était en train de témoigner de trop de choses, en italien. Ses chroniques étaient rapportées dans les journaux et revues, Internet et presse écrite. Mais surtout une condamnation à mort avait été émise contre lui par les milices sionistes, qui en avaient diffusé la communication en ligne dès le début de l'année 2009, assorties de menaces et proclamations sionistes folles. Personne en effet ne nous enlèvera la conviction, même si nous n'avons pas actuellement de preuves, mais elles sortiront, que la mort de Vittorio est l'œuvre des services israéliens infiltrés dans l'inexistant «réseau fantôme» d'Al Qaïda: parce que, sachons-le, quand est écrit Al Qaïda, il faut lire Cia et prononcer Mossad. Son corps sans vie a été trouvé à l'aube, vendredi 15 avril, dans une maison abandonnée de la Bande de Gaza. Trois hommes armés, du groupe jihadiste salafiste auto-dénoté «The Brigade of the Gallant Companion of the Prophet Mohammad Bin Muslima», avaient enlevé dans le centre de Gaza le militant pacifiste du Free Gaza Movement, membre aussi de l'International Solidarity Movement: les ravisseurs demandaient comme rançon au Hamas, qui est en charge du gouvernement à Gaza, la libération de certains salafistes détenus dans les prisons du Hamas (de l'administration carcérale du gouvernement élu, NdT), parmi lesquels aussi Cheikh Al Saidani (plus connu comme Abou Walid al Maqdisi), leader des groupes Tawid et Jihad, affiliés à Al Qaïda. Hamas dans la Bande de Gaza a la main lourde avec les terroristes, les vrais, qui sentent à plein nez les «services israéliens», et dont les gestes inhumains sont exploités comme excuse pour les représailles sionistes aux dépens de la population de Gaza. En cas de non-acceptation des requêtes des ravisseurs, Vittorio aurait été tué avant 17h,

(heure locale) à Gaza. Les groupes dirigés par Al Maqdisi/Al Saidani ont fait des dizaines de victimes dans des attaques contre des objectifs civils et Al Maqdisi/Al Saidani a été arrêté par les forces égyptiennes, il y a à peine plus d'un mois avec l'imputation de divers attentats terroristes, parmi lesquels celui contre un hôtel du Sinaï où une vingtaine de personnes avaient été tuées en 2006. Disons tout de suite, par honnêteté intellectuelle, que tout en partageant les mêmes passion et élan pour la cause commune de liberté et d'indépendance pour la Palestine (pour nous Terre Sainte), les rapports d'amitié avec Vittorio s'étaient interrompus, à cause de ses positions intransigeantes et outrageusement irrespectueuses à l'égard de qui, comme nous et comme l'auteur de ces lignes, manifestait des idées ou une foi différente de la sienne. Ceci dit par amour de la sincérité, afin de ne pas passer pour ceux qui se confondent en louanges pour faire les beaux dans les moments d'émotion et de deuil. Et ceci n'ayant pas la moindre incidence sur le jugement concernant ses qualités humaines et la générosité d'âme qu'il a montrées sur le terrain pendant toutes ces années, qui en font un homme qui doit être évoqué avec l'honneur qu'il mérite.

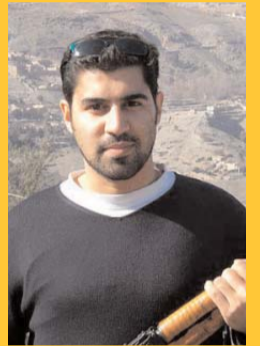
Quand nous disons «les salafistes d'Al Qaïda/Cia/Mossad ont assassiné Vittorio Arrigoni», nous voulons dire exactement et littéralement ce que nous avons dit. Qu'Al Qaïda soit une créature organique des jeux de guerre d'occupation étasuniens et israéliens, même un enfant, désormais, le sait et le comprend. Ceux qui parlent du groupe de Ben Laden ou d'Al Qaïda comme d'une entité révolutionnaire qui poursuivrait les intérêts de l'islam, ou bien sont de mauvaise foi ou sont mal informés, ou ne sont pas assez attentifs à ce qui se passe sur l'échiquier géopolitique international en concomitance avec les opérations «al qaïdistes». Parce, depuis le début des opérations en Afghanistan contre les Russes, jamais une seule opération al-qaïdiste n'a eu lieu sans apporter avec elle une occupation militaire, une escalade guerrière, une

intensification des opérations géostratégiques pour repositionner les forces sur le terrain, des pressions politiques pour conditionner des choix nationaux majoritairement répressifs et intrusifs à l'égard des libertés des citoyens. En termes plus simples, si Al-Qaïda n'existait pas, les services secrets israélo-étasuniens auraient dû l'inventer: et en effet, Al Qaïda fut une créature des services, dénommée «the base» ou mieux «the data base». Indépendamment du fait qu'à Gaza personne ne connaît ce groupe salafite appelé «The Brigade of the Gallant Companion of the Prophet Mohammad Bin Muslima»; indépendamment aussi du fait que des sources gouvernementales de Gaza déclarent inexistant tout groupe de ce genre opérant à l'intérieur de la Bande, si ce n'est comme micro-réalités manœuvrées par les services secrets israéliens pour créer et générer des conflits et provocations intérieures, en comptant sur la main-d'œuvre péchée dans le fanatisme islamique, il faut absolument se poser une question: pourquoi, pour quelle raison, de fantomatiques groupes islamistes en conflit avec le Hamas auraient-ils dû enlever un Italien pour faire pression afin d'obtenir la libération de détenus emprisonnés dans les prisons de Gaza? Cela n'a aucun sens. Pour faire des pressions de ce genre il aurait fallu enlever des représentants du gouvernement de Gaza ou des représentants islamiques proches du Hamas. Ou bien il aurait fallu enlever un Italien pour faire pression afin d'obtenir la libération de détenus islamistes-salafistes dans les prisons italiennes. Toute cette opération de kidnapping a autant de sens qu'enlever un Allemand pour demander la libération d'un Chinois, détenu dans les prisons chinoises. Et pourquoi, avec tous les militants internationaux présents à Gaza, enlever justement Vittorio Arrigoni? Devons-nous faire un reload, et revenir deux ans en arrière? Sentence émise, condamnation exécutée. Repose en paix Vittorio, restons en paix, ou comme tu dirais, toi, «restons humains». Pour nous cela ne s'arrête pas ici. Jusqu'au bout.

## PARAG KHANNA, L'HOMME QUI PENSE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'EMPIRE

Par Christian Bouchet

BIEN RARES SONT, en France, ceux qui connaissent ne serait-ce que le nom de Parag Khanna. Et pourtant, ce trentenaire est sans doute actuellement le géopoliticien le plus écouté à Washington et son dernier livre, «How to run the world?» pourrait bien expliquer tant l'intervention occidentale en Libye que certaines décisions américaines récentes en Irak et les troubles qui agitent actuellement le Machrek. Né en 1977 dans une petite ville du Nord de l'Inde, ayant acquis la citoyenneté américaine par naturalisation, Parag Khanna a fait un parcours sans faute de surdoué jusqu'à devenir un intellectuel organique de l'hyper-classe nomade et sans racines. Après des études de relations internationales à l'université de Georgetown et un doctorat à la London School of Economics effectués grâce à des bourses de plusieurs fondations yankees, notre homme est engagé, à seulement vingt-deux ans! comme analyste par le Council on Foreign Relations. Cette première expérience décide de toute sa carrière et Parag Khanna n'a jamais cessé depuis d'être un analyste et un consultant pour des think tanks et des ONG mondialistes. Ainsi, sera-il successivement employé par le Forum mondial économique de Genève et par la Brookings Institution où il aura en charge la prospective concernant la «gouvernance globale». Il quittera ce poste pour devenir conseiller en géopolitique de l'United States Special Operations pour l'Irak et l'Afghanistan en 2007



avant d'intégrer l'équipe de campagne de Barack Obama comme conseiller pour les relations internationales. En parallèle, Parag Khanna, par ailleurs devenu membre de la direction du Council on Foreign Relations, sera aussi un des animateurs des Independent Diplomats, une ONG dont une des fonctions est de «fournir des diplomates freelances à des États non-internationalement reconnus». À ce titre, il jouera un rôle dans l'accession à l'indépendance du Kosovo, ainsi que dans l'évolution de la situation diplomatique du Somaliland, de la République turque de Chypre et du Sahara occidental. Dans le même temps, il publia «The Second World: Empires and Influence in the New Global Order» où il annonçait un monde dominé par trois grandes puissances – les USA, la Chine et l'Europe – rivalisant entre elles pour le contrôle des ressources de la planète.

Ces multiples activités et engagements firent que, toujours en 2008, le magazine «Esquire» le cita parmi les soixante-quinze personnalités les plus influentes au monde et que le mensuel libertarien «Wired» l'inclut, quant à lui, sur sa liste des quinze hommes de l'année. En 2009, c'est le Forum mondial économique de Genève qui le distingua en le nommant Young Global Leader...

En janvier 2011, l'éditeur Random House a publié son deuxième livre: «How to run the world?» Parag Khanna y explique comment le nombre d'États représentés à l'ONU devrait croître à court terme de manière très importante (passant de 200 à 300) par la remise en cause des accords diplomatiques qui ont décidé de la partition du Proche-Orient (accords Sykes-Picot de 1916) et de l'Afrique (traité de Berlin de 1884). De la nouvelle carte du monde devraient disparaître les États artificiels au profit de territoires uniformes d'un point de vue ethnique ou religieux. Si l'hypothèse n'est pas réellement nouvelle et recycle beaucoup d'idées déjà présentes dans les diverses stratégies suivies ces dernières décennies par le Département d'État, elle a cependant l'avantage de les formaliser clairement. Quant à sa mise en œuvre, elle a débuté au Soudan avec sa partition et en Irak avec les diverses tentatives de le «libaniser». Rien ne dit qu'elle ne va pas continuer avec un éclatement de la Libye, et pourquoi pas du Machrek tout entier, comme l'ont évoqué très récemment aussi bien Aluf Benn, le chroniqueur diplomatique du quotidien israélien «Haaretz», que Thomas Friedman, du «New York Times», qui tous les deux évoquent l'explosion de la Syrie, de la Jordanie, de Bahrein et de l'Arabie saoudite, tandis qu'aux États-Unis certains lobbies soutiennent l'idée d'une possible autonomie pour les coptes d'Égypte. Dans l'immédiat cependant, les avis sont très partagés parmi les officiels et nombre de diplomates et politiques, tant yankees qu'israéliens, freinent des quatre fers craignant que du renversement des gouvernements forts actuellement existants naisse un chaos politique et religieux similaire à la situation irakienne et plus dangereux que positif au final, tant pour la survie d'Israël que pour les intérêts de l'Oncle Sam. Cela étant, dans «The Second World» Parag Khanna se fait aussi l'apôtre de la mega-diplomacy, situation où la fonction diplomatique n'est plus l'apanage des États mais est prise en charge aussi par les ONG, les célébrités mondiales, les groupes activistes internationaux, etc. dans une optique qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la gouvernance mondiale... Tout ceci permet de comprendre que Parag Khanna n'est pas qu'un brillant agent de l'impérialisme américain, mais qu'il est aussi, comme nous l'annoncions précédemment, un intellectuel organique de l'hyper-classe. Cela a une conséquence: il défend des thèses qui sont favorables à celle-ci, même si elles peuvent nuire aux États-Unis – pays dont il n'a, comme toute, que la nationalité... – qui ne sont pas, à terme et comme l'Europe, à l'abri d'un éclatement sur des bases ethniques et qui ont eux aussi beaucoup à perdre de la montée de la notion de gouvernance.

Côte d'Ivoire

# Les journaux de retour dans les kiosques

Les principaux quotidiens du pays avaient cessé de paraître pendant que les combats faisaient rage entre les partisans du président sortant Laurent Gbagbo et ceux d'Alassane Ouattara. Ils reviennent peu à peu dans les kiosques, avec parfois une nouvelle ligne éditoriale.

Abdel Pitroipa /  
Courrier international

Après plus de deux semaines d'interruption dues au feu quasi ininterrompu de la bataille d'Abidjan, les quotidiens ivoiriens ont recommencé timidement à paraître depuis le lundi 18 avril. Tous, ou presque, titrent sur la victoire d'Alassane Ouattara et son corolaire, la chute de Laurent Gbagbo à l'issue de l'épreuve de force engagée pour dénouer la crise post-électorale. Emblématique de cet empressement à afficher la nouvelle donne, le quotidien «indépendant» *L'Inter* choisit de titrer sur «Les grands défis qui attendent Ouattara» en même temps qu'il analyse «les leçons de la chute de Laurent Gbagbo».

Le journal *SoirInfo* insiste sur la magnanimité du nouveau président avec cette première page qui présente Ouattara comme un président qui «s'oppose à la vengeance».

Tandis que dans son édition de mardi 19 avril, le quotidien du soir dévoile les coulisses de la résolution de la crise, son confrère *Le*

*Patriote* consacre un reportage sur les ruines de la résidence présidentielle, pilonnée pendant la bataille et relaie ici en première page le sentiment du Premier ministre, Guillaume Soro, devant ce spectacle, celui d'un «gâchis». Dans son édition de la veille, le média pro Ouattara dédiait triphalement sa première page à un événement connu depuis une semaine, le départ du président sortant. Enthousiaste vis-à-vis de son champion, le journal estime que «la Côte d'Ivoire renaît avec ADO», acronyme familier du président élu.

Pour l'heure, la presse pro-Gbagbo fait profil bas, craignant sans doute des représailles dont faisaient l'objet leurs confrères des médias acquis à Ouattara quand celui-ci ne tenait pas encore la capitale économique. Pendant, cette période, elle a joué le rôle véritable d'instrument de propagande et de désinformation à la solde de l'ancien président. L'irréductible quotidien *Le Temps*, inconditionnel de Gbagbo, estime que ce dernier a été victime d'un coup d'Etat et que les journalistes qui le soutiennent sont en danger de mort.



L'édition du 18 avril 2011 du *Patriote*, quotidien de Côte d'Ivoire.

BURKINA FASO

## Un printemps qui pourrait toucher Ouagadougou



Manifestation contre le gouvernement du président Blaise Compaoré, le 8 avril 2011 à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Charles d'Almeida / *L'Inter*

Mutineries à répétition, insurrection du monde étudiant, manifestations de grande ampleur... Autant de signes qui annoncent la fin probable du régime du président burkinabé Blaise Compaoré.

Voilà deux mois que Blaise Compaoré fait face à de nombreux mouvements d'humeur, revendications sociales, politiques et surtout militaires. Depuis le 20 février 2011, date où un élève a trouvé la mort à Koudougou, à une centaine de kilomètres de la capitale, la relative quiétude

sociale observée depuis plusieurs années au Burkina Faso semble sérieusement perturbée. Les agitations sociales qui ont fait six morts, ne semblent pas s'estomper. Bien au contraire, après les élèves et étudiants appuyés par les syndicats et les ONG, c'est l'armée burkinabé, celle-là même qui a porté Blaise Compaoré au pouvoir, il y a vingt-quatre ans [au lendemain de l'assassinat de Thomas Sankara], qui entre dans la danse. C'est la troisième fois en moins de deux mois que les militaires se rebellent contre leur chef. Le cas le plus significatif de ce malaise, est sans doute le

soulèvement des éléments de la garnison de Pô (à 143 km au sud de Ouagadougou). Pour qui connaît l'histoire de l'arrivée au pouvoir du président burkinabé, ce camp qui forme l'élite de l'armée, a servi de rampe de lancement au sommet du pouvoir au jeune capitaine qu'il était alors. La révolte de la garnison de Pô, samedi 16 avril, après celle de la garde présidentielle et des deux grandes casernes de Ouagadougou, est symptomatique d'un sérieux malaise au sein de l'armée, véritable pilier du régime. Officiellement, ce sont des revendications d'ordre corpo-

ratiste, en l'occurrence des questions de primes qui sont mises en avant par les militaires. Ces problèmes rejoignent ceux de l'ensemble des Burkinabés qui réclament de meilleures conditions de vie. D'ailleurs, début avril, des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté à cet effet dans la capitale et dans plusieurs villes du pays contre le régime.

Les sautes d'humeur constatées aussi bien dans les casernes que dans le reste de la population, témoignent d'un véritable désir de changement. A travers des revendications sociales, les compatriotes de Blaise Compaoré lui lancent surtout un appel à passer enfin la main. Lorsque l'on jette un regard sur les cinq pays voisins du Burkina Faso que sont le Niger (de Mahamadou Issoufou), le Mali (d'Amadou Toumani Touré), le Ghana (de John Atta-Mills), le Bénin (de Yayi Boni), le Togo (de Faure Gnassingbé) et la Côte d'Ivoire (d'Alassane Ouattara), Blaise Compaoré apparaît bien comme celui qui jouit de la plus grande longévité au pouvoir. A 60 ans, il fait aussi partie des doyens des chefs d'Etat africains. Pour faire face au réveil soudain du front social, Compaoré a trois possibilités. La première, c'est bien sûr celle de l'apaisement. Le président a pris une série de mesures pour rendre plus supportable le coût de la vie. Les militaires, eux, ont vu leurs primes revues à la hausse. Au plan politique, le gouvernement, bouc émissaire désigné du marasme économique, est vite dissous. Une mesure qui apparaît plutôt comme un cautère sur une jambe de bois, car Compaoré connaît les réelles

attentes politiques de ses compatriotes : il s'agit tout simplement de l'alternance. Nombre de ses concitoyens avaient pensé à tort que la présidentielle de novembre 2010, que venait de remporter leur président, serait la dernière qu'il briguerait. Ils ont vite déchanté, car l'homme serait bien tenté par une modification de la Constitution qui lui ouvrirait la voie à d'autres mandats, et c'est justement cette boulimie du pouvoir qui révolte les Burkinabés. La deuxième carte que pourrait abattre Blaise Compaoré est celle de la répression. Au cas où son régime serait sérieusement menacé, il pourrait être tenté d'utiliser la manière forte pour décourager toute velléité de prise du pouvoir par la rue ou par l'armée. Mais il risque de se heurter d'abord à la grande muette, qui apparemment ne lui est plus totalement dévouée. La grogne de sa garde rapprochée est un sérieux avertissement. L'autre obstacle susceptible de refroidir l'ardeur répressive du président est la lutte des nombreuses organisations des droits de l'homme, qui peuvent saisir à tout moment les tribunaux internationaux. Le Tribunal pénal international est aujourd'hui un véritable épouvantail pour les dictateurs. Une autre décision – et peut-être la plus sage que pourrait prendre Compaoré – serait d'annoncer clairement son départ au terme de son actuel mandat. Or, il vient à peine de le débiter et celui-ci ne prendra fin qu'en 2016 ! Un délai qui pourrait paraître bien trop long pour un peuple impatient d'expérimenter une autre gouvernance.

# CULTURE

«L'éclaircie», nouvel ouvrage d'Ali Haroun

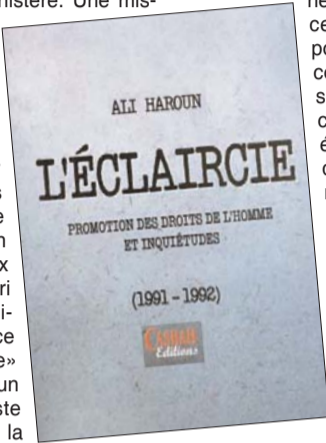
## Confessions sur les années de braise...

«L'éclaircie», publié aux éditions Casbah, est le nouvel ouvrage d'Ali Haroun. Ce livre apporte, comme son titre l'indique, un certain nombre d'éclairages sur les droits de l'homme dans notre pays, évoque des faits historiques et livre des convictions personnelles quant à la pratique de la démocratie.

Par Timouche Idir

Une importante contribution dans laquelle il livre des informations inédites sur les conditions dans lesquelles, pour la première fois, le gouvernement algérien s'est doté d'un ministère des Droits de l'Homme. Mieux encore, il relate les principales étapes du processus qui, en 1991 et 1992, a inauguré l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'Algérie. Vingt ans après, Ali Haroun revient sur cette période avant le séisme du premier tour des élections législatives. Le 18 juin 1991, juste après la grève insurrectionnelle du FIS, est annoncée la constitution du nouveau gouvernement Ghazali. Ce dernier, est chargé de préparer des élections législatives anticipées pour fin décembre. Comme par miracle, dans ce gouvernement figurait un ministère délégué aux Droits de l'homme, une première en Algérie et dans le monde arabe. Toute la problématique au cœur de l'ouvrage est là,

en toile de fond, en même temps qu'Ali Haroun retrace le parcours (bref mais si riche d'expérience) du ministère des Droits de l'homme. Car cette figure historique de la Révolution algérienne qui s'est retiré de toute activité politique depuis 1963, est alors appelé à diriger ce ministère. Une mission qu'il assumera de juin à décembre 1991, dans une conjoncture particulièrement difficile. Dans ce contexte, avertit l'auteur, «la lutte pour la promotion des droits fondamentaux de l'être humain» s'avère un exercice périlleux d'équilibriste. A fortiori lorsqu'un régime politique «atteint du vice congénital de violence» se voit déborder par un mouvement islamiste «négateur déclaré de la démocratie». Cruel dilemme, en effet, lorsqu'on sait que «le décret du 4 juin 1991 sur l'état de siège prévoit, pour sauvegarder l'ordre public, des mesures d'internement administratif et d'assignation à résidence en elles-mêmes attentatoires aux libertés». Et de se poser la question fondamentale que tout intellectuel honnête ne peut occulter : «Était-il alors crédible de créer un tel ministère, précisément sous un état d'exception ? Et n'était-ce pas alors prendre le risque d'y voir un "ministère-alibi" chargé d'occulter la nature réelle d'un gouvernement hostile aux libertés ?» Car les violations des droits de l'homme par les pouvoirs successifs depuis 1962, Ali Haroun



est bien placé pour en connaître les détails et les mécanismes, son passé historique et sa longue pratique du barreau lui ayant énormément appris. Dans son livre, il consacre d'ailleurs certains chapitres à de telles violations et à la «pratique algérienne» en général, pour y faire défiler certaines affaires (notamment politiques) qui avaient choqué sa conception du droit au cours de sa carrière d'avocat. Les autres chapitres de l'ouvrage évoquent évidemment l'action du ministère des Droits de l'homme sur le terrain, dont ce qui a été fait concrètement dans les «camps de sûreté», en plus des missions en Europe pour rétablir l'image dégradée de l'Algérie. Ali Haroun n'a pas manqué aussi de décortiquer le phénomène de l'intégrisme, ses sources, son idéologie et la situation qui en a suivi, sa contribution pour le retour de Mohamed Boudiaf. «L'éclaircie» est un livre qui nous donne aussi certaines clés de lecture pour mieux comprendre les temps présents où s'entrechoquent espoirs et incertitudes. Les documents en annexe à cette rétrospective des droits de l'homme dans l'Algérie contemporaine permettront au lecteur de satisfaire sa soif d'information et son désir de vivre dans la dignité. Quant au bilan de l'éphémère ministère des Droits de l'homme, Ali Haroun le résume en ces termes dans l'épilogue de son livre : «Que sa contribution ait un tant soi peu participé au sauvetage du pays lui suffirait pour croire sa mission accomplie».

T. I.

POINT A LA LIGNE

## Soi et rien d'autre !

Par Malik Bellil

«... NOUS EXISTONS DONC, mais nous voulons être de retour. De retour de l'enfer de trois siècles d'esclavagisme et d'autres siècles encore de colonisation sanglante et brutale. De retour de toutes les adversités et mesquineries, petites ou grandes, qui, pour certaines, perdurent encore. Ce retour nous l'opérons à la manière qui sied aux vieilles et grandes civilisations qui ont marqué (et démarqué) notre continent. Nous allons nous présenter avec le sourire et le geste des peuples heureux, avec l'extraordinaire vigueur des jeunes, avec les boubous immaculés des sages, avec les stylets des savants immémoriaux... Et puis, où allons-nous ? Qu'avons-nous fait de nos libertés retrouvées ? Que voulons-nous ?.. «Nous n'avons pas pu résister à la tentation de reprendre ici des extraits de l'éditorial que notre confrère Zouaoui Benhamadi a donné en ouverture de la revue publiée il y a deux ans pour la deuxième édition du Festival panafricain d'Alger. Ils résument à eux seuls, non seulement la volonté et la sérénité retrouvée des peuples anciennement soumis et voués à la pire des xénophobies qui soit, mais aussi un retour dans et à l'histoire qui ne soit plus celle écrite par les autres, mais celle que, par-delà obstacles et difficultés, nous sommes condamnés à écrire seuls et par nous-mêmes. Autant de questionnements d'autant plus d'actualité que faute de leur avoir donné réponse adéquate et crédible, nous ne serions rien d'autre que les zombies de nos propres histoire et culture. Deux choses, nous semble-t-il, sont donc à prendre en ligne de compte. La première est l'imposante nécessité du retour. D'un retour à tout ce qui fait l'homme libre et libéré de toutes les contraintes du passé. Que ces dernières soient le fait d'éléments exogènes à nos sociétés, civilisations et cultures, ou plus emblématiquement, notre propre fait à nous. Il n'y a pas à revenir sur le passé, même le plus récent. La deuxième n'est pas de moindre actualité puisqu'elle rappelle ni plus ni moins qu'après environ cinquante années d'indépendances retrouvées, et souvent arrachées, les Africains se doivent absolument de se demander, aujourd'hui et maintenant, ce qu'ils ont fait de ces indépendances. Non pour poursuivre le cycle interminable des récriminations stériles mais pour s'efforcer de rectifier le tir, de revenir au fondamental, à l'essentiel : l'alphabétisation, l'éducation, la culture. L'avenir en un mot. Qui sommes-nous ? Question non moins importante pour quiconque cherche ce qu'il veut et veut ce qu'il cherche. Ici comme au niveau du continent tout entier. Le temps passe, le temps presse. Il ne s'agit pas, bien entendu, de confondre vitesse et précipitation. Mais une chose est sûre : c'est par les vertus du dialogue, de la confrontation pacifique, de l'ouverture sur l'autre, de l'acceptation de nos différences, que nous pourrions non seulement élarger le chemin qui reste à parcourir, mais nous frayer le nôtre dans le concert des nations libres. Actes de culture par excellence et définition. Voire...»

M. B.

Littérature

## L'œuvre de Tahar Ouettar, une exploration sans complaisance de la société



L'œuvre romanesque de Tahar Ouettar est une exploration «sans complaisance» des profondeurs de la société algérienne, pendant et après la guerre d'indépendance, a-t-on estimé mardi à Oum El Bouaghi, au cours d'un séminaire consacré à cet écrivain disparu. Le directeur de la maison de la culture Nouar-Boubaker, structure organisatrice de cette rencontre, Nouri Hellal, a rappelé dans un entretien à l'APS que l'auteur de «L'As», ayant été lui-même dans les rangs de la Révolution armée, a pu disséquer le drame de la guerre, les déchirements et les souffrances qu'elle avait engendrés. Il a ajouté que

de ce fait, Ouettar «a inauguré une nouvelle ère dans l'histoire de la littérature et du roman algériens, en abordant des thèmes douloureux, alors que l'indépendance venait à peine d'être recouvrée». M. Hellal a expliqué que la tenue de ce premier séminaire, coïncidant avec l'ouverture de la manifestation «Tlemcen, capitale de culture islamique 2011», intervient après une journée d'étude consacrée à cet auteur au début de l'année, à la maison de la culture d'Oum El Bouaghi. La rencontre, ouverte en présence des autorités locales, a été préparée en collaboration avec l'association locale «Ibdaa». Elle a regroupé des chercheurs, universitaires et écrivains venus d'une quarantaine de wilayas. Le wali d'Oum El Bouaghi, procédant à l'ouverture solennelle du séminaire, a rendu un hommage à la famille de l'écrivain, ainsi qu'aux responsables de l'association El Djahidia, fondée par Tahar Ouettar pour encourager la création littéraire. Tarek Tabet, universitaire, a inauguré le cycle de communications prévues au titre de cette rencontre de 3 jours en traitant du thème «Tahar Ouettar à travers son œuvre». D'autres conférences devaient être animées par plusieurs autres universitaires comme

Nacer Louhichi, Bachir Ouanissi, Azzedine Djelouadji et Karim Khaldoun. Le séminaire prévoit également des récitals de poésie animés par de nombreux artistes invités, tels que Douhaïba Djoudi et Moulay Abdelhamid, de l'association «Beit el Kacid» de la wilaya d'El Bayadh. Créée il y a une année, elle s'emploie à «recueillir le patrimoine littéraire oral de la région, qui constitue dans le sud-ouest du pays un corpus irremplaçable témoignant des hauts faits de la résistance au colonialisme, durant les 19e et 20e siècles», ont expliqué ces jeunes poètes. Décédé le 12 août 2010 des suites d'une maladie, Tahar Ouettar est né en 1936 à Aïn Ben Snab dans la daïra de Bir Bouhouch, dans la wilaya de Souk Ahras. Cet écrivain qui grandit dans une famille de fellahs, fréquenta d'abord l'école de l'association des Oulémas, avant de poursuivre ses études en Tunisie pour rejoindre ensuite, en 1956, les rangs de la Révolution. Après l'indépendance, il participe à la fondation du premier hebdomadaire de l'Algérie libre, El-Ahrar, qui paraissait à Constantine. En 1989, il fonde l'association El-Djahidha, consacrée à l'encouragement de la production littéraire.

## «Culture-trucs»

→ Danse

Les soirées Salsa Buzz au Crystal Lounge

Le 23/04/2011

À partir de 20h00 à 01h30

Lieu : HILTON

Pins Maritimes, El Mohammadia, Alger

Que vous soyez débutants ou avancés, Pedro Salsa et le Crystal Lounge vous donnent rendez-vous tous les dimanches workshop Salsa (des cours de danse salsa), suivis d'une soirée Salsa jusqu'à 1h.

Aux platines : DJ - DJEFF

→ Spectacle

Rainsocrew

Le 28/05/2011

A partir de 18h00

Lieu : Centre culturel français d'Oran

112, Rue Larbi Ben M'hidi (et bientôt à Alger)

Un groupe de 6 jeunes danseurs oranais qui nous offriront leur dernière création chorégraphique, un mixte de différentes danses de la Tecktonik au hip-hop en passant par la salsa...

→ Visite

Iles Habibas, Oran

Les Iles Habibas, situées au nord-ouest d'Oran, à 5 miles de la côte, sont constituées d'un îlot principal de 1 300 m de long (alt. 105m) entouré d'un archipel couvrant en tout une superficie de 40 ha. En 2002, 2 700 ha ont été classés au titre de Réserve Marine. Entièrement propriété du domaine de l'Etat, les Iles Habibas font partie du territoire de la commune de Aïn el Karma. D'origine volcanique, ces îles sont entourées de fonds marins assez accidentés et d'un plateau continental à profil doux propice à la diversité des habitats.

## PAROLES DE FEMMES

«Le seul mauvais choix est l'absence de choix».

Amélie Nothomb

## FEMMES

Page animée par Tinhinan A.

Ils ont dit :

«Une moitié de la victoire est dans le choix du champ de bataille, l'autre moitié dans le choix du moment».

Jacques Deval

## CUISINE

## Viande hachée farcie aux artichauts



## Ingrédients :

- 4 artichauts
- 400g de viande hachée de bœuf
- 1 petit bouquet de persil
- 1 échalote
- 1 cuillère à café de piment doux
- 1 cuillère à café de cumin
- 1 pincée de gingembre
- 1 pincée de piment fort
- 1 pincée de cannelle en poudre
- 1/2 cuillère à café de poivre
- Sel

## Préparation :

- Retirer les pieds fibreux et les feuilles d'artichauts, les nettoyer puis les cuire dans une cocotte d'eau salée pendant 20 minutes, égouttez-les.
- Éplucher l'échalote et hachez-la finement.
- Mettre dans un saladier la viande hachée, l'échalote hachée, le piment doux et fort, le poivre, le persil haché, le cumin, le gingembre, la cannelle, sel, malaxer avec la main jusqu'à l'obtention d'un mélange homogène.
- Partager le mélange en 4 boules égales, farcir chaque boule avec le fond d'artichaut cuit.
- Faire frire dans de l'huile chaude jusqu'à ce qu'elles soient dorées de tous les côtés.

## PAS-COM LES AUTRES

## Asma Djermoun

Chanteuse et actrice passionnée de l'art en général et du chant algérois en particulier, Asma Djermoun fait sa première apparition sur la scène artistique en tant que chanteuse en 2002, en produisant son premier album «*Ma tahetch Biya*» (Je tiens bon). Elle se lancera ensuite dans les 4<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arts.

## Authentique et généreuse

Native d'Alger, Asma Djermoun a depuis son jeune âge cultivé une passion démesurée pour l'art en général, la chanson et la comédie en particulier. C'est dans cette logique qu'en 1995 elle intègre la chorale de la Radio algérienne, pour être initiée, deux années durant à des exercices vocaux, apprenant les mouachahates al arabia. Elle suivra ensuite pendant sept longues années, cette formation vocale lors des galas ou soirées. Toutefois, Asma ne veut pas se contenter de cela, au contraire, elle veut exploiter ce trop plein d'énergie qui bouillonne en elle. Elle se lance alors dans la réalisation de son premier album qui sort en 2002, avec pour titre locomotive «*Ma tahetch Biya*». Les passionnés de chants algérois adhèrent entièrement à son style, si clair et si léger. Et comme un bonheur ne vient jamais seul, Asma verra d'autres propositions affluer, notamment dans le domaine du 4<sup>e</sup> art. «Il est vrai que n'ai suivi

aucune formation dramatique, néanmoins j'ai reçu une proposition de l'ONCI pour jouer dans une pièce de théâtre intitulée *Houb Oua Djounoun*. Nous avons répété durant neuf mois, malheureusement, il y a eu un malentendu et je n'ai donc pas pu jouer lors de la générale. Mais je ne regrette rien, bien au contraire, car je considère cette expérience comme un apprentissage. J'ai acquis les ficelles du jeu scénique, ce qui m'a servi pour la suite de ma carrière», confiera-t-elle. C'est en fait le regretté Djamel Fezzaz qui viendra mettre tout ce talent à profit, en lui offrant un rôle dans son feuilleton «*El Wassiya*». Eblouissante dans son jeu, à la fois simple et généreux, Asma Djermoun verra enfin les pro-

positions pleuvoir sur sa jeune carrière. Elle jouera ainsi dans «*Chadjarat el khold*», un feuilleton de Sid-Ahmed Sedjane, de même qu'on la verra dans «*Nass Mah City*» 1 et 2 de Djaffar Gacem. Le théâtre aussi lui fera les yeux doux, et cela se traduira par une collaboration de deux années avec le TNA, dans des productions théâtrales intitulées «*Slimane Elouk*» de Aziz Guerda, adaptation de la célèbre œuvre de Molière, en l'occurrence «*Le malade imaginaire*», puis dans «*Wassiyat Dimna*» de Bénéïssa. Asma a désormais le vent en poupe : théâtre, chanson, comédie, spots publicitaires, tout lui réussit. Elle ne cessera de répéter que cet amour que lui porte son public l'a poussé à donner encore plus. «Cela m'a fait énormément plaisir et m'a donné encore plus l'envie et le courage de persévérer et de donner le meilleur de moi-même aux autres», nous expliquera-t-elle. Suivront ensuite des rôles centraux dans «*Le joueur*» de Djamel Fezzaz ou «*El Bedhra*» de Amar Tribèche. «L'impact du feuilleton *El Bedhra* a été extraordinaire», avouera-t-elle, d'où une ascension fulgurante de la cote de popularité de la jeune comédienne. Multipliant les albums, les scènes et les apparitions télévisées, Asma Djermoun n'en gardera pas moins la même simplicité et le même engagement, d'abord envers ses métiers et ensuite envers ce public qui ne cesse de la porter depuis maintenant plus de dix longues années. D'ailleurs, c'est avec cette modestie qu'on lui connaît qu'elle nous dira : «Je remercie mes admirateurs de m'apprécier autant, et moi, de mon côté, je fais toujours de mon mieux pour mériter la confiance qu'ils m'accordent».

## BEAUTÉ

## Comment maquiller vos yeux ?

Pour redonner éclat et intensité au regard, optez pour un joli maquillage pétillant et lumineux.



Le matériel : Pour obtenir un beau regard, munissez-vous : - d'un fard à paupières comprenant au moins deux teintes dégradées, l'une claire, l'autre plus foncée ; - d'un crayon noir ou marron bien taillé pour souligner les yeux ; - d'un mascara recourbant ou volumateur pour parfaire le maquillage.

Les couleurs : Le maquillage des yeux doit être en harmonie avec la couleur de vos pupilles. Certains tons subliment délicieusement le regard tandis que d'autres sont à proscrire. - Vos yeux sont marrons ? Optez pour des couleurs chaudes : dégradés de chocolat, d'or ambré, de blanc nacré ou de violine framboise... Des couleurs gourmandes et chaleureuses, qui mettront parfaitement en valeur votre regard de braise. - Vos yeux sont verts ? La

palette des yeux verts est assez large : ils s'harmonisent aussi bien avec des tons chauds (brun, or, violet) que des teintes plus froides (gris, bleu, beige). - Vos yeux sont bleus ? Pour sublimer un regard azur, choisissez un maquillage dans les tons rose, une teinte idéale pour révéler l'éclat de l'iris bleuté. Toutefois, le gris-bleu, le marron et le doré habillent également le regard avec élégance.

La technique - 1<sup>er</sup> étape : Le fard à paupières. Commencez par déposer une ombre claire sur l'ensemble de la paupière. Appliquez ensuite l'ombre foncée au creux de l'œil et estompez le fard vers l'extérieur de l'œil. Pour donner de l'intensité au regard, appliquez juste en dessous de l'arcade sourcilière une ombre à paupières blanche. Le truc

en plus : pour éviter que l'ombre à paupières ne s'amasse dans les ridules, passez une fine couche de fond de teint sur l'ensemble de la paupière mobile avant de commencer le maquillage. Ainsi le fard reste fixé pour toute la journée !

- 2<sup>e</sup> étape : Le crayon pour les yeux. Tracez au ras des cils un trait de crayon en étant le plus proche possible de la lisière des cils. Partez du coin interne de l'œil, puis étirez le tracé vers l'extérieur. Pour la partie inférieure des yeux, ourlez vos cils du bas d'un trait de crayon en reprenant la même méthode que pour la paupière supérieure. La main doit être légère et le tracé plutôt fin, afin d'éviter l'effet «paquet». Le truc en plus : pour agrandir les petits yeux, préférez un trait de crayon blanc plutôt que noir à l'intérieur de l'œil.

- 3<sup>e</sup> étape : Le mascara. Utile pour intensifier le regard, le mascara donne du volume et allonge les cils. Commencez par les cils supérieurs. Pour une application plus facile, levez vos sourcils et regardez vers le bas. Le truc en plus : pour des yeux de biche, jouez l'illusion le temps d'une soirée en portant des faux-cils : une petite touche glamour qui donnera intensité et profondeur à vos beaux yeux ! La version glam'. Pour un regard femme fatale, optez pour un make-up «smoky». Un maquillage pour le soir adopté par toutes les icônes de la beauté. Il suffit tout simplement d'appliquer une ombre foncée dans les tons de gris-noir au creux de l'œil, et une ombre claire de couleur blanche sous l'arcade sourcilière. Finir le maquillage par un trait de khôl noir le long des cils... Joli le regard de braise !



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI • Directeur technique Salim BOUAROUA •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.70.05 -

Fax : 021.63.70.05 - Service Publicité : 021 63 42 65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021 73.30.43

Championnat de Ligue 1 (20<sup>e</sup> journée)

## USMA-USMH, un match à six points

**Le derby algérois qui se déroulera demain au stade de Bologhine entre l'USM Alger et l'USM El Harrach, sera le choc de la 20<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue professionnelle 1 (sous réserve de sa non-tenue après la décision des présidents de clubs de boycotter cette journée).**

**L'**USM Alger aura fort à faire dans ce derby qui l'opposera au finaliste de la Coupe d'Algérie de football, l'USM El Harrach. Les Usmistes qui sont dans une situation peu confortable se doivent de l'emporter s'ils souhaitent assurer leur maintien en Ligue 1. Les poulains du français Renard doivent se ressaisir et donc remporter le match, surtout qu'une autre contre-performance accentuera sa descente aux enfers. Les coéquipiers d'Ouznadj n'ont d'autre choix que de l'emporter et sont donc face au mur et sont donc tenus de se donner à fond pour sortir de la

zone rouge. Toutefois, la mission ne sera pas de tout repos face à une équipe de l'USM El Harrach bien lancée, surtout avec sa qualification à la finale de la Coupe d'Algérie.

Les Harrachis qui sont donc sur un nuage espèrent continuer et ajouter une autre victoire en championnat qui les confortera au classement général. Les poulains de Charef et malgré la difficulté de la tâche qui les attend se donneront à fond pour éviter de laisser des plumes dans ce match. L'autre rencontre de la journée qui se déroulera ce vendredi mettra aux prises l'ES Sétif



à l'USM Blida, avec une empoignade qui regroupera des formations aux objectifs opposés.

Ainsi, les Sétifiens qui ont été éliminés des demi-finales de la Coupe d'Algérie souhaitent se reprendre en championnat et se relancer pour une place sur le podium qui leur permette de disputer la compétition africaine la saison prochaine. L'Aigle Noir sait qu'un autre échec les mettra hors course pour une place parmi les trois premiers. Mais, les coéquipiers de Djabou se doivent d'être très prudents devant cette équipe blidéenne qui ambitionne de repartir avec un

résultat positif qui lui permette de se sauver de la relégation. Les protégés d'Ifticen comptent exploiter la mauvaise passe dans laquelle se trouve l'ESS pour revenir au moins avec le point du nul.

Imad M.

### Programme des rencontres :

Vendredi 22 avril 2011 :

USMA-USMH (18h)

ESS-sp 1USMB (18h)

### Réunion des présidents de clubs de Ligues 1 et 2

## Proposition de boycotter le championnat

**L'**a réunion des présidents de clubs de Ligues 1 et 2 tenue avant-hier soir à l'hôtel Mercure a débouché sur une décision extrême, étant donné que les acteurs de l'élite de la balle ronde nationale ont décidé de boycotter tout bonnement les journées 20 et 21 des championnats pour protester contre le laisser-aller des autorités du sport en Algérie qui n'ont pas accompagné les clubs professionnels dans cette nouvelle étape. La majorité des clubs ont opté pour cette décision et ont laissé leurs licences au niveau du SG de l'association des clubs professionnels. Toutefois, tout le monde s'attend à ce qu'il y ait une réponse des autorités sportives et notamment du MJS pour amener les clubs à revoir leurs décisions.

I. M.

Championnat L2 (22<sup>e</sup> journée)

## Constantine et Batna retiennent leur souffle

**L'**a 22<sup>e</sup> journée du championnat professionnel de Ligue 2 de football, prévue vendredi, sera incontestablement dominée par les derbies constantinois, CSC - MOC, et batnéen, MSPB - CAB, même si ce dernier sera gâché quelque peu par le huis clos infligé par la Ligue nationale de football (LNF). L'enjeu est de taille pour ces deux derbies puisque, outre la rivalité historique qui existe entre les voisins de chaque ville, trois équipes des quatre (CSC, CAB et MSPB) jouent l'accession alors que le MOC est sérieusement menacé par la relégation. Au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, le MOC (14<sup>e</sup>, 22 pts) devra sortir le grand jeu pour espérer damer le pion au leader de la Ligue 2 et s'extirper des profondeurs du classement dans lesquelles il végète depuis plusieurs semaines. De leur côté, les «Sanafir», qui ne comptent plus que quatre points d'avance sur leurs poursuivants directs, ne devront pas vendre la peau de l'ours avant de

l'avoir tué et seront obligés de faire très attention à leur voisin honni qui ne pourra pas se contenter du nul. A Batna, le MSPB «reçoit» le CAB dans un derby capital pour «El-Boubiya» qui tentera de battre le dauphin pour revenir à trois points du Chabab, à huit journées de l'épilogue. Si pour le premier derby le CSC part avec les faveurs des pronostics, celui de Batna sera âprement disputé. Tout le monde se souvient de la saison dernière lorsque le MSPB, déjà relégué en ex-D2 (actuellement L2), avait battu le CAB avec une équipe de jeunots pour conduire directement le Chabab vers le purgatoire. L'autre dauphin, le NA Hussein Dey, pourrait être l'un des bénéficiaires de cette journée, les «Sang et Or» accueillant le SA Mohammadia, une formation largement à leur portée. Le NAHD, qui restait sur un semi-échec à domicile face au CAB (1-1), s'était racheté le week-end dernier en s'imposant à Biskra et veut continuer sur sa lancée. Autre

match important pour l'accession, celui qui opposera, à Sidi Bel-Abbès, l'USMBA local au RC Kouba, deux équipes qui sont logées à la même enseigne. Le RCK, où rien ne va plus depuis quelques semaines, sera, sans aucun doute, mis à rude épreuve par les gars de la «Mekerra» qui restent, eux, sur un échec à Oran face à l'ASMO (1-0).

### Programme des rencontres :

Vendredi 22 avril à 16h:

CRT-ESM  
MSPB-CAB  
JSMS-USB  
USMBA-RCK  
PAC-ABM  
NAHD-SAM  
OM-ASMO  
CSC-MOC

## Coupe d'Algérie de football La finale le 1<sup>er</sup> mai

■ La finale de la Coupe d'Algérie 2011 (seniors), opposant la JS Kabylie à l'USM El Harrach aura lieu dimanche 1<sup>er</sup> mai 2011 à 16h00 au stade du 5-Juillet (Alger), a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF). L'USMH s'est qualifiée aux dépens de l'ES Sétif (tenant du titre) 3 à 2, tandis que la JS Kabylie a éliminé le MCO Oran 2 à 1. Par ailleurs, la FAF informe les médias que l'opération d'accréditation des journalistes et photographes, pour la finale de la Coupe d'Algérie, s'étalera du 19 au 25 avril 2011 à 14h00.

### Arles-Avignon

## Bouazza s'engage avec Millwall



■ L'international algérien Hameur Bouazza, prêté cet hiver par Arles-Avignon (ligue 1 française), a été définitivement transféré à Millwall (Championship), rapporte mardi le club anglais. L'ancien joueur de Fulham s'est engagé jusqu'à juin 2013 avec Millwall, précise le club sur son site officiel. Agé de 24 ans, Bouazza a pris part à huit rencontres de Championship (dont deux titularisations) depuis son arrivée en Angleterre, inscrit un but (pour son premier match) et délivré deux passes décisives. «Je voudrais remercier le manager, le président, les joueurs et les supporters. Je suis vraiment content de rester au club», a déclaré Bouazza sur le site du club. «J'aspire à tout donner pour Millwall et j'espère que nous ferons de bonnes choses», a-t-il ajouté. Millwall occupe actuellement la 9<sup>e</sup> place en championnat à l'issue de la 42<sup>e</sup> journée, avec quatre points de retard sur Leeds United, qui occupe le sixième et dernier rang, donnant accès aux play offs qui permettront au vainqueur de se hisser en Premier League.

Ligue des champions d'Afrique (1/8<sup>es</sup>-aller)

## Le Mouloudia espère revenir avec un bon résultat de Luanda

**L'**e MC Alger s'est envolé mardi à destination de Luanda pour affronter l'Inter Club de l'Angola samedi pour le compte des 1/8<sup>es</sup> de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, avec l'objectif de ramener un bon résultat qui ouvrirait aux «Vert et rouge» les portes de la phase des poules avant la manche retour prévue dans 15 jours à Alger.

La délégation du Mouloudia d'Alger composée de 26 joueurs dont 15 joueurs, effectuera deux escales, la première au Caire (Egypte) et la deuxième à Addis-Abeba (Ethiopie), avant de rallier la capitale angolaise

Luanda mercredi à midi après, plus de 24 heures de vol. Le club algérois qui souffre depuis le début de la saison en championnat de Ligue 1, a réussi à sortir momentanément la tête de l'eau en remportant une précieuse victoire lundi face au MCE El Eulma (3-1) dans un match comptant pour la mise à jour, une bouffée d'air qui l'a propulsé à la 10<sup>e</sup> place avec 20 points.

«C'est une victoire très importante que j'espère signera un nouveau départ pour l'équipe, et nous permettra d'effectuer le déplacement à Luanda avec un bon moral», a souhaité l'entraîneur du MCA, Noureddine Zekri. S'agissant de l'ad-

versaire du Doyen en 1/8<sup>es</sup> de finale, le coach du Mouloudia estime que l'Inter Club est plus fort que le Dynamos FC, éliminé par les coéquipiers de Zemmamouche lors du précédent tour. «J'ai supervisé l'équipe angolaise d'Inter Club qui est nettement plus forte que le Dynamos, notamment avec son attaque très percutante. Ce que je crains le plus c'est l'humidité et la chaleur vu que nos joueurs ne passeront que 72 heures en Angola. Nous tenterons de compenser avec la volonté pour essayer de ramener un résultat positif qui nous facilitera la tâche dans 15 jours à Alger», a déclaré Noureddine Zekri.

Bari

## Ghezzal ignore son avenir

**L'**attaquant de Bari (Série A), Abdelkader Ghezzal, a indiqué que son avenir sera décidé par Bari et Sienne qui détiennent chacun 50% des droits de l'international algérien, selon des propos rapportés mardi par la presse italienne. «Je suis en copropriété entre Bari et Sienne, c'est à eux de décider. Je ne veux pas me prononcer sur ça, je ne vais pas parler de mon futur. Nous verrons en fin de saison», a déclaré l'attaquant des «Verts». Ghezzal (25 sélections, 3 buts) avait rejoint Bari durant l'intersaison en provenance de Sienne, qui évolue actuellement en Serie B (2<sup>e</sup> division), rappelle-t-on. Revenant sur la dernière rencontre de Bari en championnat, dimanche contre Cesena (défaite 1-0),

Abdelkader Ghezzal a indiqué que ses coéquipiers et lui n'avaient pas disputé un «mauvais match» et que «s'ils avaient égalisé, personne n'aurait crié au scandale».

«Nous avons eu des occasions, mais comme chaque fois cette saison, nous avons échoué à les concrétiser», a-t-il analysé. Evoquant le prochain match de Bari, lanterne rouge du championnat et pratiquement assuré de jouer en Serie B la saison prochaine, qui accueillera la Sampdoria, également menacée par la relégation, Ghezzal a assuré que le club des «Pouilles» ne fera «aucun cadeau à son adversaire» malgré le jumelage et les liens solides entre les supporters des deux camps.

## REGARDS

Par Ahmed Halfaoui



### On choisit, sinon on ne joue pas

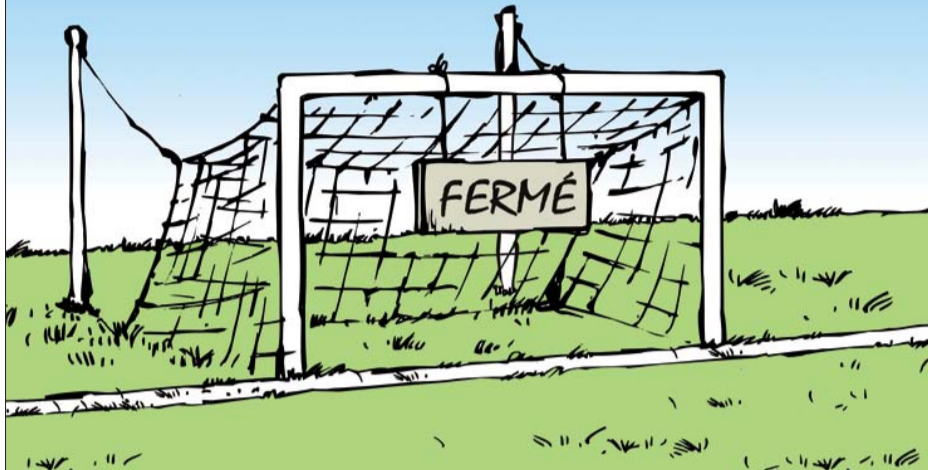
On ne plaisante pas avec les affaires ! Et les affaires ne veulent pas de n'importe quelle démocratisation. De surcroît, dans les pays où l'ont vient, ordinairement, chercher des «avantages comparatifs». A tous les égards, pour les affaires, Zine El Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, pour ce qu'ils exprimaient, étaient préférables à ce débridement des choses que connaissent les rues tunisienne et égyptienne. «Nos projets, qui se dégelèrent enfin depuis la fin de la crise, vont être freinés par les événements en Tunisie et en Egypte», déclare Bernard Jomard, le patron de Danube International. Dans le milieu, on n'a pas d'état d'âme. Vous pouvez faire les révolutions que vous voulez, et même celles qui sont applaudies par la «communauté internationale», mais vous devez d'abord garantir que l'argent investi puisse «travailler» sans anicroches sociales. «Ben Ali en Tunisie, c'était comme Jacques Médecin, jadis maire de Nice : il touchait à tout mais, au moins, il réalisait beaucoup de choses», c'est ce qui se dit en coulisses et qui explique que le syndrome tunisien n'a pas été prévu, pour ne pas dire regretté. Cela signifie qu'il y a révolution et révolution. Il y a celle qui se fait dans le bon sens, celle qu'on ne maîtrise pas et celle qui dérange immédiatement. Maître Collard, l'avocat français, nous édifie sur le sujet : «Au nom d'une morale internationale, on fait et on défait les chefs d'Etat africains, enfin pas tous, on choisit.» On choisit, sinon on ne joue pas. Les agences de garantie des crédits sont là pour donner le ton. La Coface a dégradé la note de la Tunisie et de l'Egypte et mis ces deux pays sous surveillance négative. Les affairistes, les investisseurs et autres personnes d'argent sont avertis. Ils iront seuls au casse-pipe. La Coface insiste : «La phase de transition politique que connaissent ces deux pays est porteuse de fragilité à court terme». On évalue, alors, en années, la durée de l'attentisme qui va prévaloir. C'est la rançon du «changement mal orienté». Car, comme de bien entendu, les IDE, tant courtisés par les gouvernements des pays qui ne leur voient pas d'alternative, n'obéissent qu'à la logique de la minimisation des coûts. Cette exigence ne veut pas dire autre chose que la réduction des capacités de négociation de la main-d'œuvre et, par conséquent, de sérieux tours de vis aux libertés sociales. On en vient peu à peu à la compréhension de cette fièvre «démocratisatrice» qui succède à une campagne de libéralisation forcée sur fond de chantage financier, quand il n'est pas assorti de menace politique. On retrouve, d'ailleurs, les mêmes relais intérieurs aux Etats ciblés, qui sont mis en avant et choyés par les médias. La mondialisation prend, ainsi, un chemin plus court, après avoir piétiné et été sérieusement malmenée dans ses bases par la faillite du système néolibéral. Maître Collard se permet d'ironiser : «... L'outrecuidant qui oserait supposer que Nicolas et Barack, scouts internationaux, n'agiraient pas dans l'intention d'accomplir de bonnes actions serait un mauvais esprit, un agent du malin. L'essentiel, c'est de voir ce que cache l'apparent.» L'apparent étant la «démocratisation» et ce que cache l'apparent étant la promotion de «régimes» alternatifs à des «régimes» non désirés ou peu enclins à offrir les avantages qu'il faut.

A. H.

## GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

### LES CLUBS DE FOOT MENACENT DE FAIRE GREVE



### Rassemblés devant le siège du ministère de l'Habitat Les souscripteurs de l'AADL crient leur colère



Par Lynda Guenineche

«**C**haâb yourid isqat al wazir» (le peuple veut la chute du ministre) «y en a marre de la hogra». Ces slogans ont été scandés hier matin par plus d'un millier de souscripteurs dans le cadre des programmes de l'Agence pour l'amélioration et le développement du logement (AADL). Les contestataires avaient, auparavant, tenté de

se rassembler devant le siège de ministère de l'Habitat afin de formuler une série de revendications. Déterminés à aller jusqu'au bout de leur action, les souscripteurs au programme 2001 de l'AADL ont manifesté leur colère suite au mutisme du ministre de l'Habitat vis-à-vis de leurs doléances. Les protestataires ne veulent pas lâcher prise et ont, une fois de plus, organisé hier un énième sit-in devant le siège du ministère de l'Habitat

pour montrer leur mécontentement et la détresse dans laquelle ils se retrouvent. En effet, dès les premières heures de la matinée d'hier, le ministère était encerclé par les forces de l'ordre, qui n'ont cessé de perturber le rassemblement. Un cordon sécuritaire a été également déployé tout au long du boulevard menant du ministère à la rue Didouche Mourad afin d'empêcher les protestataires de bloquer la circulation automobile.

Les affrontements entre policiers et manifestants se sont soldés par l'arrestation de quelques personnes, qui ont cependant été relâchées. Pour rappel, ces familles sont inscrites sur les listes de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) depuis le lancement de cette formule en 2001. Alors que plusieurs logements ont été attribués entre temps, les contestataires n'en ont jamais bénéficié. A la mi-journée, ils ont quitté les lieux en direction de la Grande-Poste où ils se sont séparés dans le calme tout en promettant de revenir le 27 avril prochain.

L. G

### Après un sit-in à Oran suite à une pénurie de poches Les malades stomisés toujours en détresse

Par Loubna Zahaf

«**C**ondamnés à vivre avec une poche suite à un cancer, les malades stomisés d'Oran lancent un appel de détresse aux autorités locales et à tous les responsables du secteur de la santé sur leur souffrance quotidienne suite à une pénurie de poches en plastique qui perdure depuis sept mois. Après un sit-in, la semaine dernière devant le siège de l'antenne de l'Office national d'appareillage et d'accessoires pour personnes handicapées (ONAAH) pour dénoncer cette rupture de stock, ces malades, notamment ceux atteints de cancer de la vessie, ont adressé une lettre ouverte aux participants au congrès national sur le cancer de la vessie prévu le 22 et 23 avril à Oran dans l'espoir de trouver une oreille attentive à leur cause.

Dans cette lettre, ces personnes, condamnées à vivre avec une poche, expliquent que leur problème majeur réside, après une opération chirurgicale subie pour ablation de la vessie, dans cette pénurie de poche de recueil des urines au niveau de l'ONAAH d'Oran et ce, malgré leur prise en charge par la CNAS. Ce qui est devenu dramatique pour tous ces malades stomisés est qu'ils soient obligés de garder ces poches jetables plusieurs jours,

voire pour certains plusieurs semaines en ayant recours au ruban adhésif et autres moyens de rafistolage afin de colmater les différentes fuites. Une situation devenue insupportable pour ces patients. C'est pourquoi, à travers cette lettre, un appel est lancé à toutes les âmes charitables pour aider ces personnes à se procurer des poches et à vivre ainsi dans la dignité. Désespérés, ces malades soulignent que leur handicap ne réside pas dans le fait de porter une poche mais bien plus et surtout de ne pas en avoir.

Des malades atteints de colostomie, iléostomie ou urostomie sont contraints, suite à cette pénurie, d'acheter ces poches dans des officines à un prix variant entre 250 et 750 DA. Pour un malade obligé d'utiliser deux à trois poches quotidiennement, il doit déboursier une somme faramineuse mensuellement. Chose que beaucoup de patients à revenu modeste ne peuvent pas supporter. Pourquoi l'ONAAH n'approvisionne plus les malades de ces poches ? Les malades n'ont pas une réponse claire. La seule explication donnée par le représentant de l'ONAAH est l'existence d'un problème d'approvisionnement. En attendant que ce problème soit résolu, les 400 malades stomisés doivent prendre leur mal en patience.

L. Z.

## ACTU...

Alger et Paris ont progressé sur le dossier Renault

### Raffarin annonce l'ouverture du métro d'Alger avant la fin 2011

LE MÉTRO D'ALGER sera ouvert au public avant la fin de l'année en cours, a affirmé ce mercredi 20 avril Jean Pierre Raffarin. En charge de la relance des relations économiques algéro françaises, M. Raffarin recevait aujourd'hui à Paris Mohamed Benmeradi, ministre de l'industrie, des PME et de la promotion de l'investissement qui effectue une visite de deux jours en France. Jean-Pierre Raffarin a confirmé que les travaux du métro d'Alger étaient à l'arrêt à cause d'un différend financier entre l'Etat algérien et le groupement en charge de la réalisation du projet. «Le projet de construction d'un métro qui remonte à plus de vingt ans a connu de nombreuses péripéties. Le dernier blocage remontait à l'an dernier avec un conflit financier entre Vinci Siemens et l'Entreprise métro d'Alger (EMA). Les travaux étaient à l'arrêt, ils viennent de reprendre et je peux vous annoncer que le chantier sera ouvert au public avant la fin de l'année», a affirmé M. Raffarin dans un entretien au journal «Le Figaro». Jean-Pierre Raffarin a affirmé que les deux parties ont beaucoup progressé sur le dossier d'implantation d'une usine Renault en Algérie. «La partie industrielle du projet est consensuelle, des rapprochements restent à intervenir pour achever la partie commerciale en particulier dans les domaines de la distribution et de la politique de soutien algérienne à l'industrie automobile», a précisé M. Raffarin. «Il reste des arbitrages en attente dans le dossier des cimenteries Lafarge». Il n'a pas confirmé l'aboutissement à un accord concernant le projet pétrochimique de Total. «Avec Total il s'agit de créer une usine de vapo-craquage d'éthane. C'est en bonne voie, mais les perspectives dépendent des capacités d'accès à l'éthane. L'objectif actuel est de définir un nouveau calendrier. Les dossiers Sanofi, saint Gobain, Cristal Union, filière laitière, Macif et Alstom ont fait l'objet d'arbitrages favorables», a ajouté l'ancien Premier ministre français. La mission de Jean Pierre Raffarin «s'achève le 31 mai par un grand forum franco algérien des PME», a-t-il dévoilé. «Le bilan définitif sera dressé à cette occasion mais il est clair que l'Algérie a fait preuve de bonne volonté pour développer des dossiers qui sont porteurs d'emploi». Mais si le bilan pour les entreprises françaises s'annonce bon, qu'en est-il pour la partie algérienne ?

### La wilaya d'Alger affirme n'avoir reçu aucune demande de réunion publique émanant du RCD

LA WILAYA D'ALGER affirme dans un communiqué publié hier n'avoir reçu, à ce jour, aucune demande de réunion publique émanant du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). «Certains quotidiens de la presse nationale ont fait état, hier, que le parti RCD s'est vu refuser l'utilisation de la salle Harcha Hacène et la coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf pour y tenir une manifestation publique», note le communiqué. A cet égard, la wilaya d'Alger informe qu'«elle n'a reçu aucune demande de réunion publique émanant du parti politique RCD». «Hormis la salle Harcha, dont les gradins sont en phase de réfection, conformément aux recommandations émises par l'organisme CTC, toutes les salles de la wilaya d'Alger sont mises à la disposition des partis politiques et autres associations qui en feront la demande dans les formes et les délais requis», assure encore la wilaya d'Alger. Il est rappelé dans le communiqué que, conformément aux instructions du gouvernement, la wilaya d'Alger «avait déjà instruit tous les gestionnaires de ces espaces publics sportifs et culturels, dépendant des communes, de la wilaya et même établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial, à l'effet de faciliter aux demandeurs, partis politiques et autres associations, l'utilisation, à titre gracieux, de ces salles et complexes. Ce qui a été toujours le cas». «Une correspondance du cabinet du wali d'Alger, datée du mardi 19 avril 2011, a été adressée à ce parti pour marquer la disponibilité des services compétents de la wilaya à traiter la demande qui serait faite avec toute la diligence voulue», ajoute la wilaya.